LUTTE OUVRIÈRE

Pour que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier

Hebdomadaire - 1 F — Paraît le mercredi ● 10 juillet 1968 — N° 3

MENACES SOVIETIQUES CONTRE LA TCHECOSLOVAQUIE

(voir page 8)

DES GROUPUSCULES AU PARTI

POUR la première fois depuis bien longtemps, l'extrême-gauche — c'est-à-dire l'ensemble des organisations et des hommes qui militent sur la gauche du P.C.F. — est apparue en France, au cours des événements de mai et juin, comme une force politique non négligeable. Qui plus est, et cela est sans doute plus important et plus riche de signification pour l'avenir, ses idées — les idées révolutionnaires — ont rencontré un accueil chaleureux auprès de larges couches de la jeunesse ouvrière et étudiante.

N'en déplaise à M. Marcellin, et toutes les dissolutions seront impuissantes à empêcher cela, jamais les révolutionnaires ne se sont trouvés devant des perspectives d'avenir aussi prometteuses.

Certes, cette extrême-gauche est divisée en un grand nombre d'organisations différentes. Et cette profusion de groupes et de tendances n'est pas sans désorienter quelque peu les milliers de jeunes qui ont les yeux tournés vers elle, et qui aspirent à rejoindre son combat.

Cette division, personne ne peut en faire grief à l'extrême-gauche, ou à l'un quelconque des courants qui la composent. Elle est le fait de tout un développement historique, dans des conditions souvent difficiles, alors que se posait le problème de la simple pérennité des idées révolutionnaires, que beaucoup proclamaient déjà du domaine de la paléontologie politique.

Les événements que nous venons de vivre n'ont pas seulement prouvé la jeunesse et l'actualité de ces « vieilles » idées. Ils ont peut-être aussi marqué le début d'une époque nouvelle, de la renaissance du mouvement révolutionnaire.

Certes, et tous ceux qui militaient avant mai 1968 le savent bien, les idées révolutionnaires n'ont jamais cessé de rencontrer la sympathie de larges couches de la classe ouvrière. Mais il s'agissait simplement de sympathie. Et les groupes révolutionnaires avaient bien du mal à progresser sur le plan organisationnel. Si les possibilités de recrutement étaient assez larges en milieu étudiant, elles étaient très faibles en milieu ouvrier, et chaque nouveau militant gagné était déjà une petite victoire.

Ces conditions expliquent à elles seules, dans une large mesure, l'existence de multiples organisations et tendances se réclamant des idées révolutionnaires. Car l'impossibilité de pouvoir vérifier ses idées dans la pratique ne pouvait mener qu'à un tel état de fait.

Mais nous voici aujourd'hui devant des conditions nouvelles. Des milliers de jeunes, aussi bien de jeunes travailleurs que de jeunes intellectuels, se sont tournés non seulement vers les idées, mais aussi vers l'activité révolutionnaire. Et ils sont en droit d'attendre de l'extrême-gauche qu'elle soit capable de surmonter ses divisions, qu'elle soit capable de rassembler toutes ces énergies au sein d'une même organisation révolutionnaire.

Car si les différentes tendances de l'extrême-gauche sont concurrentes, elles doivent l'être au bon sens du terme, celui de concourrir à un même but.

Cela est possible. Nous avons pu vérifier en mai et juin que tous les militants révolutionnaires, quelle que soit leur tendance, pouvaient travailler utilement ensemble. La lutte commune durant ces événements, comme la répression gouvernementale contre les organisations d'extrême-gauche, ont montré où devait passer la seule ligne de démarcation valable. Elle doit regrouper sous un même drapeau tous ceux qui se réclament de la révolution sociale et de la lutte de classe.

La réunification au sein d'un même parti de toute l'extrême-gauche révolutionnaire ne serait évidemment possible que si chacune des tendances qui la constituent y conserve le droit de défendre librement ses idées. Mais il s'agit là d'un droit démocratique élémentaire. Le droit de tendance n'est pas cause de faiblesse, mais au contraire signe de force. Le parti qui dirigea en 1917 la lutte des travailleurs russe n'était pas un parti monolithique, bien au contraire. A la veille de la révolution, comme pendant la guerre civile, il connut d'âpres luttes de tendance. Mais cela ne l'empêcha pas de vaincre. Le monolithisme du P.C.F., non seulement ne l'a pas conduit à la victoire, mais ne l'a même pas préservé, bien au contraire, de la dégénérescence réformiste et parlementariste.

La réunification au sein d'un même parti de toute l'extrême-gauche révolutionnaire n'implique donc nullement que chacune des tendances qui la constitue renonce à ses propres idées. Il ne s'agit pas non plus d'élaborer une sorte de plate-forme à la manière des motions nègre-blanc des congrès radicaux de naguère. Il faudrait que puissent s'affronter librement, devant tous les militants d'avant-garde, tous les courants d'idées révolutionnaires. Les révolutionnaires ne peuvent pas craindre la lutte des idées, bien au contraire. Seuls des appareils sclérosés et réformistes peuvent éprouver une telle crainte. Et le combat pour ses idées, à visage découvert, ne risque pas, comme certains semblent le croire, de conduire aux pratiques stériles du noyautage. Il serait au contraire, parce qu'il se ferait au grand jour, le meilleur garant contre de telles pratiques.

Bien sûr, chaque tendance aspirerait à gagner la majorité au sein d'un tel parti. Ce serait non seulement son droit, mais aussi son devoir de tendance responsable, si elle pense représenter la politique la plus juste.

Certes, la fusion au sein d'un même parti des différents courants de l'extrême-gauche ne crérait pas ipso-facto un parti du type bolchévik. Mais cela ne tiendrait pas tant à la diversité des tendances, qu'au manque d'expérience du nouveau parti.

Le parti bolchévik n'est pas né en 1903. Il s'est lentement formé au cours des années qui précédèrent 1917, s'aguerrissant dans la lutte, se trempant dans la répression, sélectionnant à chaque pas ses cadres et ses dirigeants.

Que l'extrême-gauche s'unifie demain, et ses tâches seront encore toutes entières à accomplir. Mais au moins les conditions seront réunies pour qu'elles puissent être remplies.

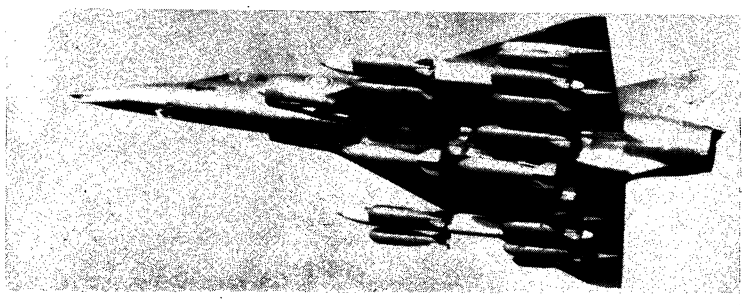
Nous sommes, si nous le voulons, à la veille d'un commencement. Il s'agit de savoir si nous saurons continuer consciemment ce que les faits nous ont imposé au cours des semaines qui viennent de s'écouler : lutter en commun.

LES ÉVÈNEMENTS DE MAI

On prétend que c'est pour payer ça...

PRETEXTE POUR CAMOUFLER LES DIFFICULTES FINANCIERES DE L'ETAT

(voir page 3)



(Photo A.F.P.)

...mais combien NOUS coûtent les mirages et les autres expériences atomiques ?

Elections et lutte de classe

LA GAUCHE A PERDU

LA BATAILLE

LA CLASSE OUVRIÈRE

N'A PAS PERDU LA GUERRE

(*voir page* 3)

LUTTE OUVRIERE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de le soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

A PARIS ON DISCUTE

A SAIGON LE COMBAT CONTINUE PARCE QUE SEULE LA LUTTE PAIE

DEPUIS plusieurs semaines la presse et la radio mettent tout en œuvre pour monter en épingle les « atrocités » vietcongs à Saigon. Les bombardements de la capitale du sud-Vietnam auraient fait en quelques semaines plus de victimes et de dégâts que les bombardements d'Hanoï en plusieurs mois. En fait on prépare l'opinion mondiale à voir dans les Américains des pacifistes raisonnables face à des Vietnamiens intransigeants et fanatiques. Si les négociations n'avancent pas c'est — veut-on nous faire croire — parce que les Nord-Vietnamiens sont de mauvaise foi.

En fait c'est encore de l'intoxication psychologique. Les Vietnamiens se battent parce qu'ils savent que seule la lutte paie. Cette leçon ils l'ont apprise dans le sang, le fer et le feu depuis plus de 30 ans.

Or, comment se sont amorcées les « offres » de paix ?

Il y a deux mois Johnson opérait un volte-face mélodramatique et dans un discours télévisé en même temps qu'il annonçait qu'il ne se représenterait pas aux élections présidentielles, proposait à Hanoï des pourparlers de paix. Offre de paix très vague et qu'il se gardait bien de garantir par l'arrêt des bombardements du Nord, mais Hanoï répondait positivement et le processus des négociations était entamé. Quatre semaines devaient s'écouler avant de trouver le lieu adéquat et tandis que la première rencontre entre représentants de Hanoï et de Washington s'ouvrait le 10 mai à Paris, les combats reprenaient la nuit même autour de Saigon. Après la pause qui suivit l'offensive du Têt et qui révéla l'extraordinaire courage des combattants vietcongs, le F.N.L. reprenait les combats pour resserer son étreinte sur Saigon, capitale où siège le gouvernement fantoche des Thieu et des Ky. C'est effectivement dans ces combats que va se décider le sort politique du Sud-Vietnam.

L'impérialisme américain a fait volte-face dans sa politique vietnamienne et a choisi de jouer la paix au Vietnam alors qu'il avait décidé d'imposer sa politique par la guerre. Mais s'il a dû renoncer à l'escalade et avouer ainsi sa défaite, il n'a pas pour autant renoncé à ses objectifs et Washington essaiera donc d'imposer dans ces négociations les conditions qui lui sont les moins défavorables. Il n'y aura pas de cadeau autour du tapis vert. L'impérialisme américain ne cédera aux combattants qu'en fonction de leur capacité de se battre. C'est ainsi que Washington continue à soutenir Thieu et Ky et que Saigon ne verra leur chute que lorsque le F.N.L. aura pratiquement occupé la ville.

Les combattants du F.N.L. le savent et c'est pourquoi malgré les conversations autour du tapis vert à Paris, ils continuent le combat. Ils savent que s'ils s'arrêtent ils n'obtiendront que des promesses dont ils attendront la réalisation des décennies durant comme ce fut le cas pour les accords de Genève.

Les trente années de lutte contre l'occupation impérialiste ont appris aux combattants vietnamiens que l'on ne traite valablement avec l'adversaire qu'avec le fusil à la main et jamais en commençant par le déposer au pied de l'adversaire.

(Photo AFP)

L'ÉVACUATION DE KHE-SAN

KHE SAN a donc été abandonnée par les troupes américaines. La raison donnée par l'Etat-Major est que la base n'aurait, finalement aucune importance stratégique et que les unités de Marines qui y étaient bloquées, unités d'intervention mobile par excellence, seraient bien mieux utilisées sur d'autres théâtres d'opérations.

Ainsi, l'angoisse, les souffrances qu'ont vécues les jeunes Américains encerclés l'hiver dernier pendant toute l'offensive du Têt, ce n'était donc finalement qu'une ineptie stratégique.

Le matériel humain, ce n'est décidément pas cher.

L'intervention américaine au Vietnam est en elle-même une monstrueuse entreprise criminelle, mais on voit, dans de tels « détails », que c'est aussi une entreprise où l'Etat-Major américain méprise, en premier lieu, la chair à canon de ses propres troupes.

(Photo A.F.P.)

L'arrestation d'Abernathy, à l'issue de la marche contre la misère à Washington.

La dernière manifestation non violente des Noirs américains

L'ETE 68 sera peut-être le plus brûlant des « été chauds » que les U.S.A. aient connus jusqu'ici. Il y a quelques mois un tueur blanc assassinait le pasteur Martin Luther King, apôtre de la non-violence dans le mouvement noir. Aujourd'hui c'est le gouvernement lui-même qui prend ses responsabilités en faisant évacuer le village de la « résurrection » installé à Washington et en faisant condamner le pasteur Abernathy, bras droit et successeur de Martin Luther King à 20 jours de prison.

Qu'avait-on à reprocher à Abernathy ? D'avoir organisé une grande manifestation pacifique des pauvres sur Washington. Venue de tous les Etats, les pauvres, des Noirs en grande majorité, des Indiens et des Porto-Ricains, avaient dressé leur camp dans un parc de la capitale fédérale. Les moyens d'action préconisés par les organisateurs étaient rigoureusement non-violents : marches pacifiques devant les principaux ministères chargés des problèms sociaux afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'insupportable condition des « pauvres » aux U.S.A. A quelques mètres de la Maison Blanche, le ghetto des pauvres par sa simple présence constituait une insulte, un véritable provocation. La police prit prétexte d'un certain nombre de désordres pour commencer l'expulsion des protestataires. Ces pouvres avaient l'audace de ne pas rester sages dans leur bidonville improvisé, respectueux des lois, et soumis aux autorités. Ils avaient surtout l'audace d'être pauvres, dans la capitale de la puissance et de la richesse. Mais contre l'expulsion des pauvres non violents, c'est toute la population noire de Washington qui a réagi. Car Washington est une ville où la population est à majorité noire. Et du fond des ghettos de la capitale, la colère a jailli. Ce fut l'émeute. Le gouvernemnt et la police ont alors détruit la dernière barrière entre non violents et « violents ». La répression ne choisit pas. Mais en frappant sauvagement, elle unifie ceux-là même qu'elle veut détruire Elle renforce la haine et la colère des opprimés. Elle crée chaque jour de nouveaux combattants. Elle vient elle-même de sonner le glas de la non-violence.

Il n'y aura vraisemblablemnt plus de non violents aux Etats-Unis. Il n'y aura plus d'appel à la conscience des gouvernants et des riches. Il n'y aura plus de protestation pacifique. Car ils n'y ont gagné que des coups, des chiens policiers et des assassinats. Tant il est vrai que la société capitaliste ne supporte aucune contestation de son ordre, même pacifique. Etablie par la violence, maintenue par la violence, elle ne se survit que par la violence. Sous les belles couleurs de la démocratie, c'est la force qui règne. La force brutale qu'en temps ordinaire dissimulent et soutiennent morale, religion et institutions politiques. Les opprimés dans leur lutte pour leur émancipation doivent d'abord se dégager de ces trompeuses notions. Les Noirs américains l'ont fait. Leur éducation a été longue et sanglante. Mais ils ont appris et ils ont compris. Et ces jeunes Noirs que l'on nous présentera demain comme des émeutiers, des pillards, emportés par le vertige de la colère et du désespoir, ce seront des libérateurs, des combattants d'une guerre qu'on leur impose, des hommes qui ont appris qu'à la violence des oppresseurs, il faut opposer la violence des opprimés. Les Etats-Unis viennent d'en faire une fois de plus la preuve : la transformation pacifique de la société est impossible.

Angleterre :

QUAND LA GAUCHE GOUVERNE

DEPUIS maintenant deux semaines, les cheminots britanniques ont entrepris une « grève du zèle » pour protester contre le fait que le gouvernement anglais veut bloquer les augmentations de salaire à 3,5 % par an jusqu'à la fin 1969.

D'autre part, les 900 femmes de l'usine Ford de Dagenham ont obtenu, après trois semaines de grève, de n'être payées que 8 % en dessous de leurs camarades masculin pour un même travail alors que jusqu'à présent la disparité était de 15 %.

Enfin les pilotes de la compagnie d'aviation B.O.A.C. sont entrés dans leur quinzième jour de grève.

Toutes ces grèves des travailleurs anglais se déclenchent après les conflits qui avaient vus entrer en lutte les dockers, les marins, les métallos.

Tout comme la classe ouvrière française, la classe ouvrière anglaise est obligée de lutter sans cesse contre l'Etat et les patrons pour conserver son niveau de vie. Tout comme elle, elle est en butte aux attaques systématiques de la bourgeoisie.

Et pourtant, en Angleterre, c'est la gauche qui est au gouvernement.

Le parti du Premier ministre, Harold Wilson, le parti travailliste (socialiste) est même l'émanation directe des syndicats.

Il est au pouvoir depuis quatre ans. A cette époque il y eut des élections en Angleterre. Les travailleurs en avaient assez du gouvernement de droite des conservateurs, qui sont un peu les « gaullistes » de là-bas.

La gauche s'engagea, si elle était élue, à nationaliser les industries-clés, à lutter contre le chômage, à augmenter les salaires et à ne pas augmenter les impôts. Fort de la confiance des travailleurs, le parti d'Harold Wilson arriva au pouvoir. Et que fit-il ?

Il nationalisa la métallurgie en donnant des indemnités royales aux capitalistes.

Il oublia ses promesses et, sous prétexte de « sauver la livre sterling », il imposa de lourds sacrifices aux travailleurs en bloquant les salaires et en ne faisant rien pour endiguer le chômage.

De toutes les promesses électorales Wilson n'en a pas tenu une seule. Et aujourd'hui il y a de fortes chances qu'aux prochaines élections législatives anglaises une grande partie de la classe ouvrière, déçue et écœurée, revote pour les conservateurs.

Bien sûr voter pour les agents directs des patrons parce que leurs agents camouflés sous l'étiquette « socialiste » n'ont pas tenu leurs engagements n'est pas une solution, tout comme en France voter de Gaulle parce que les partis de gauche ont trahi une nouvelle fois en mai 1968 n'en est pas une non plus.

Mais les travailleurs français doivent tirer les leçons de l'expérience anglaise.

Les Wilson français s'appellent Mitterand et Cie, ces derniers sont même plus avares en promesses que leurs confrères anglais. L'exemple anglais montre le degré de confiance que nous pouvons accorder à ces gens.

LES ÉVÉNEMENTS DE MAI

PRÉTEXTE POUR CAMOUFLER LES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

LE maître de la diplomatie gaulliste arrivé aux Finances, M. Couve de Murville, a fait admettre au Conseil des ministres un plan pour résorber le découvert dû à la crise de mai. Et les difficultés financières de l'Etat français sont présentées par la presse et la radio comme découlant de la grève générale et des augmentations de salaires.

Mais les difficultés financières de l'Etat ne sont pas dues à la grève.

L'impasse budgétaire serait cette année d'environ 13 milliards de francs. Le ministre de l'Economie et des Finances voudrait la ramener aux alentours de 10 milliards et pour cela il lui faut trouver 2 milliards et demi qui, paraît-il couvriraient les conséquences de la grève.

Comment chiffrer les dépenses supplémentaires de l'Etat dues aux augmentations de salaires consenties aux fonctionnaires et aux agents des services publics ? Cela, les gens de la rue de Rivoli sont mieux placés que nous pour le faire. Mais si 2 milliards et demi manqueront dans les caisses de l'Etat ce sont seulement 2 milliards et demi qui s'ajouteront aux 10 milliards et demi déjà envisagés. L'impasse budgétaire avait atteint 3 milliards et demi en 1966, elle était de 7,2 milliards en 1967. Pour 1968 c'est 10 milliards et demi « d'impasse » que le gouvernement envisageait. En pleine stabilité monétaire, en plein accroissement économique ! Ces 10 milliards et demi de déficit envisagés principalement pour permettre aux industriels de bénéficier d'allègements fiscaux en vue de faciliter leurs investissements, l'Etat en faisait allègrement son deuil. Les augmentations de salaires du secteur privé ne lui donnent pas trop de soucis. Il fait confiance aux dirigeants patronaux pour récupérer leurs dépenses de salaires sous forme de hausses de prix. Il les encourage même fortement dans cette voie. Cela lui permet de récupérer des impôts supplémentaires, la T.V.A. étant proportionnelle aux prix de vente, mais surtout, dans un but politique, de faire la démonstration aux travailleurs que les augmentations obtenues par la grève sont illusoires, que l'action n'est pas payante.

Les augmentations de ses charges dues aux augmentations de salaires que les travailleurs du secteur public ont arrachées par la grève le gênent davantage. Dix milliards et demi de déficit dus aux dégrèvements fiscaux ou même aux subventions pour aider les capitalistes à survivre dans le système anachronique du profit, l'Etat ne s'en plaint pas et juge au contraire que c'est son rôle de soutenir l'économie capitaliste aux frais des travailleurs. Mais 2 milliards et demi supplémentaires pour améliorer le niveau de vie de ceux qui font marcher cette économie (cheminots, postiers, etc.), cela devient intolérable et il faut d'urgence trouver les moyens de les récupérer. Les mesures prises par le nouveau ministre de l'Economie et des finances sont vraiment inédites, révolutionnaires. Comme cela se pratique depuis des siècles, il va tout simplement augmenter les impôts.

Bien sûr, on essaie de nous rassurer en frappant les catégories les plus privilégiées. Mais l'augmentation du prix de l'essence, du tabac frapperont aussi une grande masse de salariés. Mais la hausse du coût de la vie frappera en premier les travailleurs et la hausse du taux de l'escompte ne manquera pas non plus d'avoir de lourdes répercussions sur le niveau de vie de l'ensemble de la population.

Cette hausse du taux de l'escompte, elle est, paraît-il, rendue nécessaire pour soutenir le cours de la monnaie, afin d'éviter la dévaluation. Mais pourquoi cette baisse du cours de la monnaie ? Parce que les capitalistes, effrayés par le mouvement gréviste, ont éloigné leurs capitaux de l'industrie française pour l'investir là où le climat social est plus clément.

Aux travailleurs il est normal de demander de sacrifier leurs salaires pour que l'économie reste prospère. Mais il ne vient nullement à l'idée du gouvernement d'exiger des capitalistes qu'ils sacrifient une partie de leur avoir pour éviter une crise.

Toutes les mesures gouvernementales, toutes les décisions patronales ont pour but de faire des avantages acquis en mai une opération blanche. Et cela dans un double but économique et politique. Patrons et gouvernement veulent retourner aux travailleurs la note à payer et de plus essayer de les convaincre politiquement que la grève n'est pas la bonne méthode et qu'il faut y renoncer.

Dans une certaine mesure même le patronat profitera du prétexte pour majorer ses prix alors qu'il hésitait à le faire et le gouvernement tentera d'englober la plus grosse partie de son impasse budgétaire dans les conséquences des actions de mai, alors que celles-ci n'en représentent que le 1/5 qui d'ailleurs aurait pu facilement être absorbé par les patrons. Tout cela signifie qu'il ne suffit pas d'arracher par l'action des améliorations de notre niveau de vie même aussi modestes que celles définies par les accords (pardon, le protocole) de Grenelle. Encore faut-il savoir imposer des garanties du maintien de ses avantages. De telles garanties ce sont évidemment des accords, des lois tels l'échelle mobile des salaires, la garantie de l'emploi et du salaire correspondant, etc. Mais ce sont aussi et surtout des moyens matériels nous permettant de réagir immédiatement à toute atteinte aux résultats de notre lutte.

Cela nous n'avons pas à l'obtenir, nous avons à le créer nous-mêmes sur un plan suffisamment large pour que ni le Patronat ni l'Etat ne puisse s'y opposer. Cela ce sont nos organisations, syndicats, comités de toutes sortes, débarrassés des entraves des lois et de la bureaucraties.

Alors, à chaque mesure patronale ou gouvernementale pourra être opposée la force des travailleurs capables d'imposer leur volonté.

Etant donné la fermeture de nombreuses entreprises, « Lutte ouvrière » interrompra sa parution au mois d'août.

Le numéro 5 paraîtra le 24 juillet et le numéro 6 paraîtra le 28 août.

ELECTIONS ET LUTTE DE CLASSES

La Gauche a perdu la bataille La classe ouvrière n'a pas perdu la guerre

LES résultats des élections législatives ont provoqué beaucoup de déception non seulement parmi les militants de gauche mais aussi parmi les ouvriers du rang et militants du P.C.F. et de la C.G.T.

Leurs dirigeants leur ont fait reprendre le travail sous prétexte que les revendications non satisfaites pourraient l'être après les élections. Sous ce prétexte ils ont accepté de cesser la grève et d'inciter leur camarades de travail, dont beaucoup étaient plus que réticents, à faire de même.

Pour que le calcul soit juste, il supposait évidemment une victoire électorale de la gauche. Or, celle-ci a subi la défaite la plus cinglante qu'elle ait connue depuis l'arrivée de de Gaulle au pouvoir.

Bien sûr, et fort heureusement pour eux, les leaders de la gauche, grands responsables de cette déroute, ont trouvé des gens à qui faire porter le chapeau : les affreux « gauchistes », ceux qui ont fait peur à tous avec leur prétention à faire la révolution.

Tout de même, militants, adhérents et travailleurs influencés par le P.C.F. ne s'expliquent pas comment une grève générale de 10 millions de travailleurs puisse être suivie immédiatement par un déplacement des voix vers la droite. Et beaucoup, perdus et déboussolés, sont enclins à rejeter sur la masse des travailleurs eux-mêmes la responsabilité de la défaite. « Tant que les ouvriers ne comprendront pas... » entend-on à nouveau dans la bouche de certains, vieux refrain qui revient à chaque fois que la gauche est vaincue.

Pourtant les ouvriers ont compris. Ils ont même compris, au cours des dernières semaines, bien des choses que leurs dirigeants ne tenaient pas tellement à éclairer : le rôle de certaines bureaucraties syndicales par exemple.

Et ils ont compris depuis bien longtemps que la droite et que de Gaulle étaient leurs ennemis. Car la majorité de la classe ouvrière vote depuis bien longtemps à gauche, en particulier pour le P.C.F. Et malgré un certain déplacement des voix il en a été encore de même cette fois-ci.

Seulement ce scrutin a vérifié une fois de plus des évidences dénoncées par les révolutionnaires depuis longtemps. La majorité de la classe ouvrière, dans un pays comme la France, ne suffit pas à faire la majorité du corps électoral. Et de plus le mode de scrutin qui est celui des actuelles élections législatives fait que cette majorité de la classe ouvrière est sous-représentée au Parlement.

C'est d'ailleurs ce mode de scrutin qui permet de parler de « raz-de-marée » en faveur des gaullistes. Car le déplacement des voix, reél certes, est cependant limité. Au premier tour le P.C.F. et la Fédération de la gauche ont perdu chacun 2 % environ par rapport aux élections de 1967. Mais le P.S.U. en a gagné près de 2 %. En fait les 6 % gagnées par les gaullistes l'ont finalement été en grande partie aux dépens d'autres formations de droite ou du centre.

Au second tour ce déplacement de la gauche vers la droite s'est sans doute accentué. C'est vrai. Suffisamment pour rapporter aux gaullistes par la grâce d'un mode de scrutin injuste, une centaine de sièges supplémentaires. Mais nullement dans les proportions que cela a pris dans la bouche des chantres du régime.

Certes, il n'en reste pas moins que ce déplacement de suffrages, même ramené à ses justes proportions, a prouvé une tendance dans le corps électoral français à faire confiance à de Gaulle plutôt qu'à l'opposition pour sortir de la crise et régler les problèmes.

Mais que prouve que des petits bourgeois qui avaient voté en 1967 pour l'extrême-droite ou le centre, que des ouvriers qui avaient accordé leurs suffrages à la S.F.I.O. ou même au P.C.F. aient cette fois voté gaulliste ?

Bien sûr, on peut dire que les électeurs ont voté contre la grève et contre les manifestations de rue, et aussi contre les buts qui étaient ceux des grévistes ou des manifestants. Mais ils n'avaient pas d'autre choix. Toutes les grandes formations politiques, les seules pouvant compter sur le plan électoral, avaient, elles aussi, explicitement ou implicitement, porté cette condamnation.

Les gaullistes ont été les plus clairs, faisant donner à maintes reprises leurs plus grands chefs pour la porter.

Mais qu'est-ce que la gauche a fait d'autre ? Quand Seguy a pris bien soin, dès le début, d'affirmer qu'il n'y avait pas de grève générale, quand il a accepté d'aller présenter aux travailleurs le protocole d'accord de « Grenelle » qui était bien loin de satisfaire toutes les revendications des travailleurs, quand il a ensuite engagé la C.G.T. à négocier secteur par secteur qu'est-ce que cela signifiait d'autre sinon que la C.G.T., et derrière elle le P.C.F., n'étaient pas d'accord ni avec la grève générale ni avec les revendications des grévistes ? Quant aux manifestations d'étudiants on sait que le P.C.F. n'a pris aucun gant pour leur manifester son hostilité.

Le choix des électeurs ne s'est donc pas fait sur la question de savoir s'ils étaient pour ou contre ce que les bourgeois appellent les « désordres » c'est-à-dire la volonté exprimée par des milliers de jeunes et de travailleurs de changer l'ordre social. Tous les partis (excepté le P.S.U.) s'étaient déclarés contre.

Sur cette base il n'y avait plus qu'un choix possible : celui du parti et des hommes politiques les plus capables de gouverner dans le cadre de l'ordre bourgeois.

Personne ne peut s'étonner dès lors que les électeurs aient préféré de Gaulle pour ce travail.

Une affiche électorale du P.C.F., un gage donné à la bourgeoisie mais qui n'a pas été payant.

C'est cette restriction dans le choix qui explique qu'il y ait pu avoir, comme ce fut certainement le cas, des grévistes convaincus qui ont donné leur voix aux gaullistes. Les grands partis de la gauche sont bien les premiers responsables de la confusion de ces élections et de la sorte de choix qui a été proposé aux électeurs.

Mais c'est ce qui explique aussi que le résultat de ces élections ne signifie rien quant à la combativité réelle de la classe ouvrière. Aussi contradictoire que cela puisse paraître, demain le mouvement peut reprendre et même s'étendre y compris avec des participants qui auront pourtant voté pour la majorité, des ouvriers mais aussi certaines couches paysannes par exemple.

La seule victoire réelle que pourrait obtenir de Gaulle dans ces élections c'est que leur résultat entraîne la démoralisation des militants et des ouvriers les plus combatifs.

Sinon, majorité accrue ou pas, tout reste possible. Certains risquent de s'en apercevoir bien vite.

TRIBUNE LIBRE

Débat autour d'un os sans moëlle

DANS « Le travailleur de l'Enseignement technique » de juin 68, le secrétaire C.G.T., Ch. Ravaux écrit un long éditorial d'autosatisfaction. Il est, hélas, à l'image des revendications arrachées. Grattons le un peu, il n'en reste plus grand chose.

1° « La lutte qui vient de se dérouler est unique dans l'histoire sociale de notre pays ». Très juste. Mais ce ne fut pas « une divine surprise pour la C.G.T. », car, déjà, au XXXV^e^ congrès de juin 1967, le rapport disait :

« De plus en plus nombreux sont les travailleurs qui ont pris conscience qu'ils se heurtent à une politique d'ensemble beaucoup plus coordonnée du pouvoir et du patronat, et qu'il convient de mener les luttes en conséquence ».

Des milliers de syndiqués en déduiront qu'il fallait coordonner les revendications à l'échelle nationale et refuser de traiter, corporation par corporation. Mais il faut croire que pour Ravaux la stratégie syndicale consiste à exécuter dans l'action l'inverse de ce qui fut décidé au congrès.

2° Ravaux tente de nous faire croire qu'il y a pas mal de moelle dans l'os obtenu. « Qui de bonne foi peut s'en moquer ? ».

Il n'est pas question de se moquer, mais quand on voit les résultats obtenus et qu'on réalise qu'ils ont été dus à « une lutte unique dans l'histoire sociale de notre pays » on est obligé de penser que Ravaux se satisfait bien facilement. Ne lui confiez pas l'usine Renault, il vous fabriquerait, avec le sourire, des patins à roulettes.

3° Mais si l'os est vide, Ravaux connait le vrai moyen d'y introduire de la moelle.

« Pour abroger les ordonnances, les zones de salaires, la loi de formation professionnelle, pour obtenir l'échelle mobile et les réformes de l'enseignement que nous voulons, l'élection d'une majorité authentiquement de gauche serait la voie la plus rapide et la plus incontestable ».

Vieux refrain. Cessez, gauchistes, de stopper les trains de rappelés et votez les pleins pouvoirs à Mollet qui arrêtera la guerre d'Algérie... A lire le tract électoral de Ravaux dans un bulletin syndical, on ne s'étonne plus que des collègues n'aient pas fait grève. Pourquoi la grève ? Pourquoi un syndicat puisqu'il suffit de bien voter ?

Doit-on cependant penser qu'un syndicat peut encore, à la rigueur, servir de « force d'appoint » dans une opération électoraliste ?

Il n'était pas besoin de lire dans le marc de café pour deviner le résultat des élections. Quand toute la « gauche authentique » (Oh Lacoste, Oh Moch, Oh Mitterrand) s'inclina dans les faits après la diatribe de De Gaulle et la mobilisation de ses fidèles sur les Champs-Elysées, chacun put comprendre que la « gauche » se couchait. Plus de manifs, plus d'objectifs politiques, un mouvement purement revendicatif... et bataillon par bataillon s'il vous plait. Dans toutes les guerres cela se nomme une infecte trahison. La défaite crevait les yeux, en dépit des efforts de l'U.N.E.F. qui tenta (oh provocation) de relancer le mouvement.

On ne gagne jamais des élections quand on est battu sur le terrain de la lutte de classe.

Quand le métallo algérien redevient muet alors que le rentier « bien de chez nous » brandit son bulletin de vote.

Quand l'atelier uni doit céder le pas devant l'astucieux découpage électoral.

Quand le courageux gréviste de 19 ans doit céder la parole à la religieuse cloitrée, il faut être ignare ou malhonnête pour faire croire qu'on arrachera ainsi l'échelle mobile des salaires... c'est-à-dire la garantie de la moelle dans l'os vide.

4° « La réalité, c'est que le pouvoir des monopoles existe, avec son armée, avec ses moyens de propagande, avec son aptitude à rassembler, au nom de l'ordre compromis par des éléments irresponsables, les couches non prolétariennes de la nation ».

Comme nous le verrons plus loin, Ravaux ne fut pas le dernier à regretter cet « ordre compromis ». Jadis le mouvement ouvrier reniait cet « ordre » qui est toujours contre lui. Il parait qu'on peut maintenant gagner « dans l'ordre ». Le marxisme est périmé. Le tiercé est à la mode.

Il reste à expliquer comment une majorité « authentiquement de gauche » pourrait abolir le pouvoir des monopoles, avec son armée, etc.

Les camarades espagnols se souviennent du respect de Franco devant le suffrage universel. Mais, bien sûr, les rappels historiques sont agaçants. Il faut être « gauchiste » pour confondre un Massu et un Franco.

Quoi qu'il en soit, la géniale thèse de la prise du pouvoir par la voie parlementaire appartient au P.C.F. Nous avons cherché, en vain, quand elle fut élaborée par un quelconque mouvement syndical. Ravaux a tendance à se tromper de tribune.

5° Et pourtant, sa thèse est la seule qui permette de pourfendre les « provocateurs, U.N.E.F. comprise ». « Dont les initiatives, les déclarations fracassantes, avaient pour objectif d'attirer les organisations de la classe ouvrière dans le traquenard de la violence qui aurait permis — dans les conditions actuelles — l'écrasement du mouvement ouvrier ».

Il serait amusant d'entendre Ravaux énumérer très concrètement une seule initiative « provocatrice ».

On nous dit aujourd'hui que les barricades auraient amené des dizaines de milliers de voix à la réaction. Et on en déduit fatalement que ce furent les gauchistes qui provoquèrent les C.R.S. Mais « L'Humanité » chantait une autre chanson au lendemain des événements de la rue Gay-Lussac par exemple. Il était alors difficile d'insulter de front la masse des étudiants et des jeunes ouvriers. La direction de la C.G.T. titrait : « Le pouvoir est seul responsable » ...et L'Humanité du 12-5 parlait de « grenades offensives et de réservoirs en flammes ». La réplique ne fut pas alors un succès gaulliste, mais la plus formidable manifestation que Paris ait vu, car jusqu'à ce jour qui eût imaginé que flics et juges transis dans leur Palais de justice de la Cité devraient supporter l'interminable défilé des drapeaux rouges et noirs (Horreur Ravaux, il n'y eut pas, ce jour, un seul drapeau tricolore. Pas un).

Aurait-il fallu que les étudiants et les jeunes ouvriers se débandent chaque fois devant les flics ? Que Ravaux le dise franchement. Qu'il nous explique la sagesse des manifestations de jadis « pas de provocations camarades ». « La police avec nous », etc. qui coutèrent neuf morts à Charonne sans qu'un seul policier soit sérieusement blessé.

Ravaux nous dira que les manifestations C.G.T. de mai furent calmes. Certes, mais aussi l'immense cortège étudiants-ouvriers qui alla jusqu'à l'Arc de triomphe, mais aussi la grande manifestation jusqu'à Charléty, et celle qui nous mena de Montparnasse à la gare d'Orléans. Austerlitz. Quand la police n'attaqua pas, ce fut toujours calme. Seuls les laquais du pouvoir soutiennent le contraire. Mais Ravaux devrait nous expliquer pour quelle mystérieuse raison les C.R.S. laissèrent, un certain jour, passer paisiblement à la Bastille le cortège conduit par Séguy (vrai ennemi du pouvoir) puis se mirent à canarder férocement devant cette même Bastille le cortège de l'U.N.E.F. (complice du pouvoir) Bizarre Ravaux, bizarre.

Mais pour en conclure sur ce point, notons la curieuse logique de Ravaux qui n'hésite pas à écrire « Les assassinats de Sochaux montrent assez que la police n'hésite pas à tirer sur les ouvriers, même s'ils ne dressent pas de barricades ». Alors Ravaux, à quoi sert votre calme dignité, quand l'agent du pouvoir n'hésite jamais à glisser dans votre appartement le fusil qu'il désire y trouver, quand il incendie le Reichstag en vous attribuant le crime... et en le faisant croire, quand il vous traite de révolutionnaire... et encore une fois, hélas, en le faisant croire.

5° La diatribe contre l'U.N.E.F. est d'ailleurs d'une navrante pauvreté, en ce sens qu'on la trouve **mot à mot** dans tous les journaux de la C.G.T. et du P.C.F. Il faut veiller à cela car une facheuse opinion se répand dans le pays quant à l'incurable paresse intellectuelle de trop nombreux fonctionnaires syndicaux. Visiblement ces mois de mai-juin furent un supplice pour ces hommes d'ordre. Il nous souvient des éclats de rire de dizaines de jeunes ouvriers et étudiants qui, n'ayant pratiquement pas dormi pendant quinze jours, et mangé guère plus, se régalaient cruellement en lisant le martyr de tel éminent responsable qui passa une nuit blanche à Grenelle avec un seul sandwich.

6° Que reste-t-il du remarquable édito ? Une menace.

« Ceux qui prennent leur carte syndicale pour jouer le triste rôle de la désagrégation interne, et de l'affaiblissement du syndicalisme face au pouvoir, même si ce triste rôle se drape d'un travesti révolutionnaire, n'ont pas leur place à la C.G.T. Les syndiqués y veilleront ». A bon entendeur salut. On peut tout être au syndicat sauf révolutionnaire. Nous comprenons d'ailleurs fort bien l'agacement de Séguy et de Ravaux. Nous connaissons nos classiques et savons à quel point les Frachon et Monmousseau de 1920 purent énerver l'honorable Jouhaux qui dut d'ailleurs les exclure de la C.G.T., au nom bien sûr de la vraie démocratie syndicale.

Soyons prudents : contentons-nous d'exprimer un souhait identique à celui de Ravaux quand il ecrit :

« Le temps n'est pas éloigné où dans leur masse, les étudiants redonneront à leur U.N.E.F., le visage d'une grande organisation syndicale des étudiants. »

Qui songerait à voir là, de l'injure, du fractionnisme ou de l'immixion dans les affaires d'autrui ?

Concluons donc. Le temps n'est pas éloigné où, dans leur masse, les travailleurs redonneront à la C.G.T. le visage d'une grande organisation syndicale des ouvriers.

CALVES André,
Maître Auxiliaire.
Mécanique générale.
C.E.T.
de Choisy-le-Roi
DELATORRE Jean,
Maître Auxiliaire.
Mécanique générale.
C.E.T. d'Athis-Mons.

P.S. — Ayant tendance à penser que plusieurs milliers « d'enragés » pensent comme nous, mais ayant perdu tout espoir de pouvoir faire connaître notre point de vue par le canal d'une presse syndicale que nous avons, à la limite, le seul droit de diffuser, nous demandons l'hospitalité de tous les journaux groupusculaires.

LA POLICE A LA FACULTÉ

(Photo A.F.P.)

Un cordon de police devant l'entrée de la Faculté des Sciences à la Halle aux Vins à Paris.
— Enfin une Université bien policée !

Il y a deux mois tout commençait avec l'intervention des forces de police à la Sorbonne. Le quartier latin tout entier devait s'embraser devant cette intrusion policière. Aujourd'hui, les uns après les autres, les centres universitaires occupés par les étudiants sont évacués par les forces de l'ordre.

Il aura donc fallu plus de deux mois au pouvoir pour rétablir « l'ordre public » dans les centres universitaires. Deux mois et pas mal de manœuvres dilatoires avant d'en venir à l'attaque sans fard, au petit matin, boucliers et matraques au poing. Mais la prudence et la lenteur de cette « récupération » montrent bien la crainte qu'inspire encore au gouvernement le mouvement étudiant qui ne veut pas mourir.

Il avait fallu pour évacuer la Sorbonne, trouver un prétexte justifiant l'intervention policière : une douteuse histoire de blessé dont l'état requérait des soins hospitaliers. Il avait aussi fallu argumenter pour boucler l'Ecole des Beaux Arts afin d'enquêter sur une éventuelle reconstitution de ligue dissoute.

Pour la Halle aux Vins et le centre Censier, le ministère de l'Intérieur s'est borné à signifier que : « le gouvernement ne peut continuer à tolérer l'occupation illégale de bâtiments affectés à des services publics y compris les établissements d'enseignement ». C'est là une « justification » juridique qui prélude à toutes les autres récupérations éventuelles. Elle a au moins le mérite de rendre la situation plus claire. Le gouvernement ne peut tolérer les occupations ; s'il les a tolérées jusqu'à présent, c'est qu'il ne pouvait pas faire autrement. C'est à la faveur des vacances, de la reprise générale, et de la victoire gouvernementale aux élections que le ministère de l'Intérieur se sent la force de s'attaquer aux citadelles étudiantes et encore à condition de les reprendre les unes après les autres.

Ce n'est pas que l'occupation des facultés par les étudiants puisse en rien gêner le fonctionnement d'un service habituellement interrompu pendant les vacances scolaires. Ce n'est pas davantage pour mettre fin à une situation scabreuse du point de vue de la morale bourgeoise, transformant les facultés en « auberge et en gite » pour tous les éléments qui refusaient l'ordre social établi. Les étudiants avaient en effet effectué eux-mêmes le « nettoyage » de ces centres, voulant éliminer tout prétexte à l'intervention policière. Non, la récupération des locaux universitaires par la police est une épreuve d'autorité. Il s'agit de savoir qui commande, dans les facultés comme dans le pays. Et le gouvernement entend ne tolérer aucun double pouvoir, même dans un domaine limité, même dans le monde étudiant. Le pouvoir et l'autorité des patrons ont été tant bien que mal rétablis dans les entreprises. Le pouvoir moral du gouvernement a été rétabli par les élections. Restaient les étudiants, le gouvernement par mesure administrative vient de les mettre à la porte. Les universités d'été n'auront pas lieu, du moins dans les centres universitaires primitivement prévus à cet effet.

Force a l'air de rester à la loi. Mais sous cet apparent retour au calme, toutes les forces mises en branle en mai 1968 subsistent et continuent à se manifester de façon plus ou moins souterraine. Dans les entreprises, le retour à la normale s'avère très difficile. L'autorité des chefs est contestée, celle des syndicats aussi parfois. Des travailleurs ont pris la mauvaise habitude de se réunir et de vouloir discuter de ce qui les concerne. Et cette volonté de comprendre, de débattre des problèmes, ce sera peut-être la grande victoire de mai. Et pour un oui ou pour un non, pour une promesse non tenue, pour une irrégularité, on voit la grève repartir pour quelques heures. Le feu couve encore sous la cendre. Les patrons le savent. Les patrons le craignent. Ils comptent sur les vacances pour apaiser les esprits. Mais la rentrée est une inconnue pour eux aussi.

Quant aux étudiants, les premiers et les derniers à brandir l'étendard de la révolte, s'ils ne construisent plus de barricades ils continuent à s'opposer au déroulement normal traditionnel de la vieille université. Pour la deuxième fois, ils viennent « d'annuler » les épreuves du C.A.P.E.S. et de l'agrégation. Les professeurs refusent de faire passer les examens sous le contrôle de la police. L'esprit de contestation demeure, et, malgré les vacances, il est bien vivant.

Il faudra bien qu'après les vacances le gouvernement ouvre les facultés. Et comme rien n'est réglé la situation ne peut pas s'apaiser par enchantement. A moins de transformer les facultés en casernes, et les C.R.S. en étudiants, on ne voit pas comment le gouvernement pourrait retrouver les étudiants d'antan, d'avant mai. Et tous ceux qui ont vécu la Sorbonne libre, tous ceux qui ont vécu ces extraordinaires journées où régnait la liberté reconquise, la joie de penser, la joie de comprendre, de chercher, de découvrir, de connaître des hommes venus d'autres milieux sociaux tous avides de justice et de dignité, tous ceux qui ont vu les rêves généreux de la jeunesse devenir pour un temps des réalités, tous ceux-là savent que rien ne sera plus comme par le passé. Un souffle d'air pur est passé sur les esprits, balayant les vieux préjugés, les calculs égoïstes, la passivité et la soumission apprises. Des dizaines de milliers de jeunes, étudiants et ouvriers, ont pris contact avec les idées socialistes et la démocratie directe. Le gouvernement peut bien faire boucler les facultés et y placer ses larbins en uniforme, il ne peut rien contre les esprits et les idées. Qu'il craigne les retours de bâtons. L'avenir appartient à la jeunesse.

ce qui s'est passé à Peugeot

LA commission d'enquête vient de révéler que, lors des bagarres entre grévistes et C.R.S. à Peugeot qui avaient fait un mort du côté ouvrier, cinq ou six C.R.S. avaient fait usage de leurs armes.

Au moment où divers mouvements de grèves se produisent à Peugeot « L.O. » publie une correspondance sur les événements qui se sont déroulés début juin aux usines sochaliennes.

DES le vendredi 17 mai à l'usine de Sochaux qui regroupe 25.000 ouvriers, une minorité de travailleurs était prête, dans la soirée, à rejoindre le mouvement de grève avec occupation qui se développait dans toute la France. Mais la grève ne démarra que le 20 mai pour se terminer, provisoirement, le 20 juin.

L'OCCUPATION

Pendant le week-end du 18 au 19 mai les syndicats ont préparé un Comité central de grève afin de parer à toute éventualité de « débordement » car il était évident que la grève commencerait dès le lundi. Effectivement, le lundi matin la grève avec occupation était votée à main levée par environ 12.000 travailleurs réunis devant les bureaux de la direction et le Comité central de grève préparé à l'avance prenait l'affaire en main.

Mais certains dirigeants syndicaux, malgré les précautions prises avant, n'étaient pas très rassurés sur les initiatives que pouvaient prendre les travailleurs : Quand les ouvriers du secteur de l'emboutissage-Sud, éloigné des bureaux, sont arrivés au meeting en rangs serrés et en chantant, on a pu voir certains dirigeants et militants C.G.T. s'écrier comme s'il arrivait une calamité : « voilà les étudiants ! »

L'ORGANISATION

Petit à petit, au cours de la journée l'occupation s'est organisée non sans quelques cafouillages vite réparés dus à la nouveauté de l'expérience — la dernière datant de 1948. Au cours des 3 semaines suivantes, environ 5.000 ouvriers participèrent plus ou moins longtemps à l'occupation de l'usine organisée sur la base 3 × 8, ce qui n'empêcha pas certains travailleurs, dont beaucoup de jeunes et de militants, de rester presque en permanence.

A l'intérieur de chaque atelier, s'est constitué un comité de grève d'atelier élu par les travailleurs. Dès les premiers soirs une réunion centrale sous la présidence du comité de grève central regroupait d'abord une centaine puis 2 à 300 ouvriers, délégués de chaque comité d'atelier ainsi que d'autres travailleurs. A cette réunion, baptisée « forum » par certains, étaient discutés les problèmes pratiques (entretien, piquets, sécurité...), les problèmes politiques, revendicatifs, etc.

Mais malgré l'apparence de démocratie avec la participation des délégués d'ateliers et d'ouvriers du rang, syndiqués et non syndiqués en grand nombre, l'organisme dirigeant est resté le Comité central désigné par les responsables syndicaux avant la grève et composé... d'eux-mêmes.

Au début, cet état de chose satisfaisait la majorité des travailleurs présents auxquels les syndicats se gardaient bien de demander de diriger eux-mêmes leur lutte. Mais après les accords de Grenelle une opposition à l'orientation donnée au mouvement émanant de travailleurs de plus en plus nombreux a mis souvent les dirigeants syndicaux en difficultés devant leur auditoire et a permis à des militants révolutionnaires de défendre publiquement leurs idées qui rencontraient un certain écho.

Car rapidement les responsables syndicaux, surtout C.G.T., se sont trouvés à la remorque de leurs propres troupes, refusant un jour d'organiser ce que demandaient les travailleurs et étant contraints de l'accepter le lendemain (manifestation de rue, défilé, etc.), essayant d'empêcher certains ouvriers de brancher les lances à incendie et de se préparer à la résistance contre les escarmouches menées par les gaullistes après le discours du 30 mai. Mais pour cela différents secteurs se sont passés de l'avis des syndicats et ont organisé leur propre groupe d'autodéfense dont quelques-uns ont défilé en ville, en chantant « l'internationale », ou ont patrouillé en voiture aux alentours de l'usine.

En ce qui concerne les délégations de plusieurs voitures qui allaient au petit matin aider les travailleurs des petites entreprises de la région à débrayer, les syndicats installés dans la routine journalière laissèrent libre cours à l'initiative des jeunes et des militants après l'avoir fait eux-mêmes au début.

EN ROUTE VERS LA REPRISE...

Mais à Sochaux comme ailleurs les dirigeants syndicaux C.G.T. qui sont majoritaires prêtent plus l'oreille aux discours de Séguy qu'à la volonté des travailleurs. Dès que la perspective des Législatives a été ouverte par de Gaulle et acceptée par Séguy ils ont commencé à s'occuper sérieusement de voir comment on pourrait terminer la grève, faire revenir « l'ordre » et les feux de la rampe ont été braqués sur les discussions paritaires qui se déroulaient à Belfort.

Au même moment, la direction qui ne s'était presque pas manifestée jusqu'alors a contre-attaqué en organisant seule un vote à bulletin secret le mardi 4 juin : pour ou contre la reprise sur la base d'un Grenelle peu amélioré. Les syndicats, qui ne pouvaient décemment pas accepter d'être tenus à l'écart d'une « consultation » du personnel, appelèrent à ne pas voter et annoncèrent qu'ils considéraient le résultat comme nul, attitude qui fut appréciée par les grévistes les plus décidés.

La direction eut 11.044 votants sur 26.000 ouvriers (avec l'usine de Bart) et les « oui » pour la reprise, s'ils dépassaient la majorité des votants ne représentaient que 32 % de l'ensemble du personnel et la reprise n'eut pas lieu.

Mais les Législatives approchant, la C.G.T. s'efforça de trouver l'échappatoire alors que F.O. parlait ouvertement de la nécessité de reprendre, la C.F.D.T. y étant opposée. Néanmoins les syndicats, dans le « souci de l'unité » se rabattirent sur... un vote le samedi 8 juin entre 11 h et 12 h, organisé hâtivement et sans contrôle sérieux, bien que la direction n'ait rien cédé de nouveau :

Sur 5.284 votants seulement, les « oui » pour la reprise l'emportèrent de 49 voix - Bonne aubaine (bien qu'il faille se contenter de bien peu !) pour les responsables C.G.T. et du P.C.F. qui décident la reprise seuls, avec quelques syndiqués, sans consulter les piquets. Ils rallient à eux la C.F.D.T. qui avait voté contre en assemblée et nos champions de la reprise placent le « forum » devant «leur » décision.

L'affaire est dès lors menée tambour battant malgré les huées, les cris de « vendus », etc., qui ne leur sont pas épargnés par les travailleurs. Profitant de ce que des ouvriers sont partis manifester à Montbéliard, manifestation « silencieuse » des partis et organisations de gauche avec les «élus » en tête, les responsables syndicaux enlèvent les drapeaux rouges et révèlent que l'usine doit être évacuée pour 19 h !

Les piquets, mis devant le fait accompli sont stupéfaits. Des travailleurs arrachent leurs brassards rouges, d'autres déchirent leur carte syndicale. Beaucoup ont les larmes aux yeux et crient leur indignation à la face des dirigeants C.G.T. qui ne tardent pas à disparaître.

Un petit groupe réagira en mobilisant une voiture radio pour s'adresser à la population et rejoignant la manifestation en déclarant : « les syndicats ont décidé d'arrêter la grève sans consulter les travailleurs, il faut continuer, tous aux piquets pour les renforcer... ». Cette tentative spontanée échoua mais elle regroupa des travailleurs qui dirent vertement leur fait aux dirigeants syndicaux, peut-être confus mais au fond satisfaits d'en avoir fini, et cela jusqu'à minuit devant les portes de l'usine.

Le lendemain dimanche, dès 4 h du matin, un millier d'agents de maîtrise s'affairaient pour préparer la reprise du lundi 10 tandis que des équipes de peintres effaçaient hâtivement les nombreuses inscriptioons, dessins, slogans, qui avaient été peints sur les murs.

Tout semblait devoir être fini.

...DE LA GREVE !

Mais le lundi matin l'ambiance n'était pas à la reprise bien que les cars aient amené l'ensemble du personnel. Un peu partout les discussions étaient animées et dès 8 h les ouvriers de carrosserie débrayaient puis partaient en cortège au travers de l'usine, débrayant sans difficulté les différents secteurs et cela toute la matinée. Dès le début les responsables C.G.T. se sont réunis pour étudier la possibilité de limiter ce qui allait être un nouveau départ.

En effet, au changement de tournée à 13 h la grosse majorité des ouvriers étaient rassemblés, prêts à réoccuper l'usine. Les militants C.G.T., visiblement dépassés et peu désireux de revenir sur une reprise obtenue avec bien du mal, laissaient se développer la confusion la plus totale et il fallu l'intervention du permanent C.F.D.T. pour proposer quelque chose de précis aux travailleurs rassemblés, mais déjà moins nombreux.

La réoccupation fut votée et rapidement organisée et les travailleurs exigèrent que le Comité central de grève soit élargi par l'intégration de « délégués élus par eux dans chaque secteur » et ce fut souvent des ouvriers opposants à l'ancien comité.

Incontestablement, la seconde vague était encore plus que la première le fait des travailleurs. Les syndicats avaient organisé, dirigé la première, mais il était clair, en ce qui concerne la C.G.T., que le deuxième souffle des travailleurs allait à l'encontre de ce que la « grande Centrale » avait prévu, de ce qu'elle voulait qui se passe (le « calme » pour « bien voter ») et son attitude du samedi précédent le prouve amplement. C'est pourquoi la direction qui a par ailleurs déclaré son regret de voir la grève recommencer sous l'impulsion « d'éléments incontrôlés », sachant le peu d'empressement de la C.G.T. à faire déployer les ailes d'une nouvelle grève, a pris la décision de briser la volonté de lutte des ouvriers sans attendre.

LA REPRESSION

La nuit du lundi au mardi, dès 3 h du matin, l'usine était investie par surprise par des milliers de C.R.S. et de gendarmes mobiles. Certains piquets surpris ont évacué sans résistance mais d'autres, surtout celui de carrosserie, se sont défendus contre les brutes qui matraquaient sur leurs lits les ouvriers endormis et qui hurlaient comme des sauvages.

Dès lors la lutte contre les forces de répression commença par des jets de pierres, des constructions de barricades qui furent incendiées à Sochaux et par des attaques et des contre-attaques incessantes, cailloux contre grenades, chemises contre boucliers et cuirasses ! Les apôtres du « calme et de la dignité » dont les candidats députés P.C.F., F.G.D.S. et P.S.U., les personnalités — maire, adjoint — ont perdu leur temps à vouloir jouer les conciliateurs et ont recueilli souvent sarcasmes et huées.

Il faut dire que la brutalité des C.R.S., qui chargèrent les travailleurs, ainsi que la population venue sur les lieux presque uniquement aux grenades offensives et tirant de temps en temps à balles réelles, loin d'effrayer, ne faisait que renforcer la détermination des ouvriers qui parlaient sérieusement d'aller chercher des armes.

Cela ne faisait pas l'affaire de certains militants du P.C.F. dont l'esprit borné ne leur dictait rien d'autre, en pleine bagarre, que de chercher le « provocateur étranger à l'usine » et d'attrapper les jeunes qui se battaient pour leur demander d'un ton inquisiteur : « où tu travailles, toi ? ». Bien sûr, beaucoup de militants, d'ouvriers, jusque là « non-violents », ne le sont pas restés longtemps et n'ont que mépris pour les racontars fantaisistes que certains, dépités et hués, n'hésitent pas à colporter s'ils ne les ont pas lancés.

En fin de journée l'émoi causé par ces événements qui permirent de mesurer la volonté de lutte des travailleurs fit faire machine arrière à Peugeot qui se mit d'accord avec les syndicats pour :

— évacuer les C.R.S.
— reprendre les pourparlers
— ne plus occuper l'usine.

Dès lors les travailleurs furent démobilisés et ne se retrouvèrent réunis. que lors du dernier hommage des travailleurs à leurs camarades tombés, les deux cérémonies funéraires qui alourdirent le climat : Entre Peugeot et les travailleurs il y a deux camarades à venger.

LA REPRISE

Il fallu 8 jours après la répression sanglante pour que les syndicats obtiennent un minimum de concessions à soumettre à un vote organisé en commun par la direction et les syndicats. Les résultats les plus importants sont les suivants :

— 14 % d'augmentation des salaires au niveau OS 2.
— 12 % pour les autres catégories.
— Paiement des jours de grève de mai à 80 % et de ceux de juin à 25 %.
— 46 h 1/4 jusqu'à la fin de l'année et réduction ensuite de 1/4 d'heure par trimestre.
— reconnaissance de la section syndicale, représentant syndical avec 20 heures avec des « aides » disposant chacun de 5 heures.

La reprise sur cette nouvelle base a été acceptée par 15.381 travailleurs sur 18.162 votants soit par 84,7 %, 2.683 ayant voté contre.

Lors de la reprise, le 20 juin, la majorité des travailleurs avait conscience d'avoir remporté une victoire dans la mesure où ils avaient **fait céder** la direction bien qu'il ait fallu faire beaucoup d'efforts et de sacrifices et bien que les objectifs fixés au départ n'aient pas été atteints :

— 40 h.
— 1.000 F garantis et augmentation chiffrée égale pour tous
— mensualisation
— paiement intégrale des heures de grève.
— incorporation des primes d'assiduité et anti-grève dans le taux, etc.

Mais cette longue lutte a soudé une minorité d'ouvriers combatifs, elle leur a appris comment lutter et comment imposer leur volonté aux appareils syndicaux, elle a redonné confiance à l'ensemble des travailleurs qui sont aujourd'hui mieux armés pour les luttes à venir.

LA SITUATION ACTUELLE

Après une semaine calme où les travailleurs ont attendu le résultat des élections, ils ont vu qu'ils ne pouvaient rien attendre du nouveau gouvernement si ce n'est ce qu'il leur a déjà envoyé : ses C.R.S. !

Malgré une forte déception, à la mesure des illusions qu'ont délibérément créées la C.G.T. et le P.C.F., les travailleurs n'ont pas désarmé et au lendemain du 2e tour ils ont retrouvé le chemin de la lutte. Tout d'abord débrayages et délégations importantes faisaient échouer les premières tentatives de la direction pour augmenter les cadences.

Et puis, la direction ayant décidé de payer les mensuels et agents de maîtrise, présents ou non, le 20 mai, les 10, 11 et 20 juin, jours importants dans la grève puisqu'ils correspondent au début de la grève, à la 1re reprise, au jour de répression, et à la deuxième reprise, un tract intersyndical informe tous les travailleurs et réclame l'égalité dans la rémunération : « les travailleurs ne sont pas des bâtards ». Mais si les syndicats savent faire des tracts, les travailleurs eux savent débrayer même quand les responsables syndicaux sont encore aujourd'hui incapables d'envisager une lutte coordonnée.

A l'heure où nous écrivons, vendredi soir 5 juillet, les ateliers sont dans leur grande majorité arrêtés sans ordre des syndicats. Ceux-ci sont incontestablement dépassés par le dynamisme des ouvriers qui se déplacent en cortège d'atelier en atelier, qui pensent à réoccuper l'usine en mettant en avant les revendications qui n'ont pas été satisfaites pendant le conflit de mai-juin.

Tout laisse à penser que leur détermination peut amener la direction à céder sur leur revendication précise. Dans le cas contraire les travailleurs de Sochaux sauront-ils organiser eux-mêmes leur lutte sans se laisser duper et dérouter par des organisations à la manque ?

Les interpellations lancées ce soir aux délégués « pas de grève d'une heure » « pas le coup de 1965 » sont un premier pas dans cette voie et il ne saurait manquer d'y en avoir d'autres.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A

Michel RODINSON
INITIATIVE SOCIALISTE
54, rue Monsieur-le-Prince, 75-Paris-6e

ATTENTION !
TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :
Michel RODINSON
C.C.P. Paris 6851-10

Les travailleurs Antillais, Guyanais et Réunionais aux côtés des travailleurs Français

DES les débuts de la crise les travailleurs des soi-disant D.O.M., Antillais, Guyannais et Réunionnais, ont activement participé aux combats engagés par les travailleurs et les étudiants français.

Que ce soit à la R.A.T.P. ou dans les P.T.T. ou à l'A.P., des travailleurs des D.O.M. participèrent activement à la grève, dans l'occupation de leurs lieux de travail ou dans les piquets de grève.

De même, à la Sorbonne, était constitué un Comité d'action des travailleurs et étudiants des pays sous domination coloniale française.

C'est sous la direction de ce Comité que, travailleurs et étudiants des D.O.M., soit, participèrent aux actions engagées par les étudiants (manifestations, barricades...) soit, engagèrent des actions autonomes en vue de rallier les couches plus larges de travailleurs des D.O.M. au mouvement.

C'est ainsi que, dans le but de dénoncer la politique colonialiste du gouvernement français aux Antilles, Guyane et à La Réunion, des groupes de travailleurs et d'étudiants des D.O.M. occuperont les locaux de « La Jeune Guyane » et l'AMITAG, locaux destinés à la propagande gouvernementale et à la corruption des travailleurs émigrés ; puis ils envahirent le siège du Bureau des Migrations intéressant les D.O.M. (BUMIDOM).

L'occupation de ce Bumidom répondait en effet aux vœux les plus chers des travailleurs émigrés qui en font un symbole : celui de toute la misère qui les oblige à fuir leurs pays d'origine, celui des promesses fallacieuses qui les décident à venir en France (hauts salaires, beaux foyers, primes de toutes sortes, etc.). Celui du mépris dans lequel les tient une administration raciste, celui de l'humiliation qu'il y a à quémander des secours chaque semaine, etc.).

Aussi, la nouvelle de l'occupation du Bumidom se répandit-elle avec rapidité. Si bien que des centaines de travailleurs, de chômeurs y passèrent pour participer à de nombreuses assemblées générales sur les thèmes de lutte en cours en France, de la lutte de libération nationale, de lutte pour le socialisme. De nombreux cercles de travail ou de discussions politiques se formèrent et s'installèrent dans les différents bureaux.

Sur les murs des slogans anti-impérialistes et anti-capitalistes firent leur apparition. A la façade des panneaux, de banderoles et un drapeau rouge constituaient la marque extérieure de ce qui se déroulait dans ce local, habituellement dirigé par un haut administrateur et par trois sous-préfets.

Cette occupation eut un grand retentissement puisqu'à l'heure actuelle les travailleurs antillais en parlent encore et que le gouvernement éprouva le besoin de calomnier les occupants (« de jeunes voyous », « des mangeurs de Blancs ») et d'envoyer dans les D.O.M. des propagandistes pour expliquer ce qu'était « réellement » le Bumidom.

Les travailleurs des « D.O.M. » ne sont pas dupes de cette propagande puisque deux jours après l'évacuation du Bumidom par les C.R.S. ils se retrouvaient très nombreux à un meeting organisé à la Sorbonne pour manifester leur soutien aux occupants de « Jeunes Guyane », du Bumidom et de l'AMITAG, de même ils se retrouvaient place Clichy à plusieurs centaines pour manifester contre la répression coloniale et pour marquer leur solidarité aux travailleurs de Flins.

Mais pendant que se déroulaient cette activité ici, à la Martinique, à la Guadeloupe et surtout à La Réunion, les travailleurs, les lycéens manifestaient, déclanchant grèves et occupations de lycées.

A La Réunion, la grève et les manifestations prenaient un tour violent.

A la Guadeloupe, le climat policier déjà insupportable se tendait davantage pendant la deuxième quinzaine de mai.

Les lycéens et les étudiants cependant occupaient les locaux, tandis que dockers et ouvriers du bâtiment déclenchaient la grève.

La fin du mois de mai (25-26 mai) devait êre le moment de plus grande tension.

En effet les nationalistes guadeloupéens avaient décidé de célébrer l'anniversaire du massacre des 40 ouvriers du bâtiment en mai 67. De sorte que pendant plusieurs jours avant cette date, jeeps, half-tracks, et camions militaires sillonnaient le pays et plus particulièrement Pointe-à-Pitre afin d'effrayer la population et la détourner ainsi des manifestations organisées sur les lieux du massacre et au cimetière par les militants du **Gong** et de **La Vérité.**

Mais malgré tout, près de 200 personnes furent sur la place où avait été tué le **premier manifestant,** puis ils défilèrent dans les rues de Pointe-à-Pitre jusqu'au cimetière.

Les C.R.S. et autres légionnaires ne réussirent pas à effrayer ceux qui voulaient marquer cette journée d'un acte symbolique . pas plus qu'ils n'avaient pu empêcher le peuple de Pointe-à-Pitre de se mobiliser pour exiger la libération des **emprisonnés en mars.**

La haine sourde du colonialisme ne peut encore éclater avec force et au grand jour, mais à chaque défilé de C.R.S., elle grandit un peu plus et il n'est pas étonnant que le peuple guadeloupéen se détourne actuellement de plus en plus des consultations électorales organisées par le pouvoir colonial.

En effet, après avoir fait défiler ses mercenaires pour l'effrayer, l'administration avait besoin des voix du peuple guadeloupéen pour parfaire sa majorité à la Chambre. Le résultat fut piteux : 58 % d'abstentions sans compter les morts qui ont voté, les fraudes multiples, les C.R.S., les bonnes sœurs et les prêtres, qui sont légion dans les colonies. C'est dire que pratiquement la majorité de la population, unie sous l'effet de la propagande des révolutionnaires nationalistes qui prêchaient l'abstention, unie sous l'effet de l'écœurement devant des urnes bourrées à l'avance et protégées par les gendarmes, s'est détournée de la consultation électorale.

On voit donc que la crise révolutionnaire qui a secoué la France n'est pas sans répercussions dans ses colonies.

L'ennemi à abattre est commun, et contre lui nous ne serons pas trop à frapper ; c'est dans ce sens que les travailleurs des soi-disant D.O.M. entreprirent leurs actions en mai 68.

En Uruguay aussi, la démocratie porte un uniforme de flic

EN Uruguay, un des très rares pays d'Amérique latine et... d'ailleurs, où les militaires n'étaient pas tentés par le pouvoir, connait à son tour la menace de la dictature militaire.

Comparé à la Suisse pour ses mœurs démocratiques, l'Uruguay voit sa population ouvrière et estudiantine se transformer en « provocateurs » et en « enragés » face à la crise économique et politique qui atteint le pays.

Là comme ailleurs, le gouvernement essaie d'utiliser les mesures d'intimidation pour faire régner l' « ordre ». C'est ainsi que depuis six mois il a : dissous plusieurs organisations de gauche, interdit des journaux, arrêté des dirigeants syndicaux et politiques, bloqué les salaires, renforcé la censure, amené des troupes autour de la capitale, réquisitionné des employés des services publics...

Cependant, en dépit de la menace d'application de la loi militaire, le mardi 2 juillet, les syndicats lançaient un ordre de grève générale de 24 heures.

La répression fut brutale, mais ce n'est pas fini. Et si le camp de la dictature militaire se renforce, les syndicats ouvriers et les étudiants se montrent prêts à accepter le combat.

LA VERITE SUR LA REPRISE DU TRAVAIL

• A Sud-Aviation - Courbevoie

APRES avoir fait réélire le Comité de grève, transformé en intersyndicale, les syndicats étaient sûrs d'avoir la partie belle.

Le 10 juin, de plus les jaunes commencèrent à se manifester devant les grilles de la direction, réclamant un vote secret. La C.G.T. elle-même se faisait plus pressante, agitait le spectre de la guerre civile et de la dictature militaire. Elle s'appuyait aussi sur le fait que les usines Sud Aviation de province — Marignane et Toulouse, les plus importantes — avaient repris le travail, et que si la grève continuait, l'usine se retrouverait isolée. Mais ce lundi l'ambiance était encore chaude, il ne fut pas possible d'imposer un vote, secret ou non.

Le mardi, les jaunes avaient conquis de l'assurance et une banderole réclamant un vote secret était posée sur les grilles de la direction.

Pendant ce temps, les cadres qui, dès le début de la grève (et sur proposition de la C.G.T.) s'étaient isolés de l'ensemble des travailleurs (à Courbevoie ils sont plus de 400 sur les 1.900 travailleurs que compte l'usine) et qui s'étant trouvés des intérêts « spécifiques » (pour reprendre les termes C.G.T.) s'étaient eux aussi installés dans la grève, la votant chaque semaine sans trop de problèmes, les cadres donc votèrent la reprise le mardi matin, sentant la fin approcher.

Au meeting du matin, un permanent du P.C. dans l'usine (émargeant au C.E.) prenait la parole pour demander le vote et insister sur la nécessité de la reprise. Copieusement sifflé par l'ensemble des grévistes et applaudi par les jaunes, il était suivi de la C.G.T. de l'usine allant dans le même sens. Seule la C.F.D.T. appelait à continuer la grève. L'intersyndicale, après réunion, décidait le vote, non secret, pour l'après-midi. Il était aussitôt proposé par un des jaunes les plus en vue de l'annoncer à la radio, ce qui fut repris par la secrétaire P.C. de l'usine. Plus habile, le permanent du C.E., le verbe fier pour faire plus homme de gauche, repoussait cette proposition. Un communiqué passa quand même. Le vote de l'après-midi au grand désespoir des jaunes et de la C.G.T. devait donner une majorité pour la poursuite de la grève.

L'intersyndicale convoquait l'ensemble du personnel le jeudi suivant, pour donner le résultat des discussions en cours avec la direction.

Le jeudi arriva avec les jaunes plus arrogants, la menace aux lèvres. C'est l'après-midi, et profitant du fait que de nombreux grévistes n'étaient pas dans l'usine que les syndicats organisaient un vote à main levée qui donna une majorité pour la reprise. La grève se terminait.

Mais reprise tellement peu voulue que le travail s'en ressent encore. Les premiers jours furent réservés aux discussions dans toute l'usine, tant et si bien qu'on raconte que la direction s'arrachait les cheveux, la production ne dépassant pas 10 % de la normale.

Le vendredi de la reprise, les stratifreins de l'usine, pas du tout satisfaits, décidaient de demander 6 jours de repos supplémentaires dans l'année, comme cela se pratique dans leur profession dans d'autres usines aéronautiques comme Nord Aviation, et pour cela de repartir dès le lundi. La direction leur répondit en proposant 2 %, ce qu'ils acceptèrent, beaucoup d'entre eux étant au maxi de leur catégorie (P2) et espérant ainsi passer P3 sans examen. Mais la direction refusa, et seuls les 2 % furent accordés.

Enfin, le goût de la réunion, de la discussion, qui avait depuis si longtemps disparu, revient à l'ordre du jour. En ce moment dans l'usine, des commissions se forment. Les délégués sont choisis par secteurs et élus démocratiquement (mises à part celles des cadres qui sont tenues en main par la direction).

Et enfin, le sentiment général n'est pas du tout celui de la défaite, mais de la confiance retrouvée. Comme le disait un travailleur l'autre jour : « Maintenant, on sent que la révolution, c'est possible ».

• Aux Compteurs de Montrouge

NOUS pouvions lire dans « L'Humanité » du samedi 15 juin « le travail a repris hier matin à l'usine de Montrouge de la Compagnie des Compteurs. Le personnel a estimé positif le résultat de la grève... ». En fait, il a fallu deux jours aux bureaucrates syndicaux pour nous faire reprendre le travail. Déjà le mercredi matin le secrétaire C.G.T. réussit à faire ouvrir les portes afin que les cadres et les « jaunes » puissent entrer.

Le mercredi soir, malgré la réticence des délégués, l'usine était à nouveau occupée et, la détermination des grévistes encore plus grande. Le Comité de grève réuni immédiatement a vu son effectif se grossir de 150 à 200 travailleurs décidés à faire entendre leur voix.

Les grévistes et le Comité de grève à l'unanimité, excepté les responsables syndicaux, avaient décidés d'enfermer les délégués et les directeurs dans le bâtiment de la direction jusqu'à ce qu'il en ressorte quelque chose de positif. Il a fallu la fuite des représentants syndicaux pour que cette décision ne soit pas exécutée.

« L'Humanité » parle du « paiement des jours de grève jusqu'au 4 juin (avec une très faible récupération) » ! Nous faisons actuellement 46 heures par semaine, il a été obtenu que l'horaire soit ramené à 45 heures à partir du premier octobre.

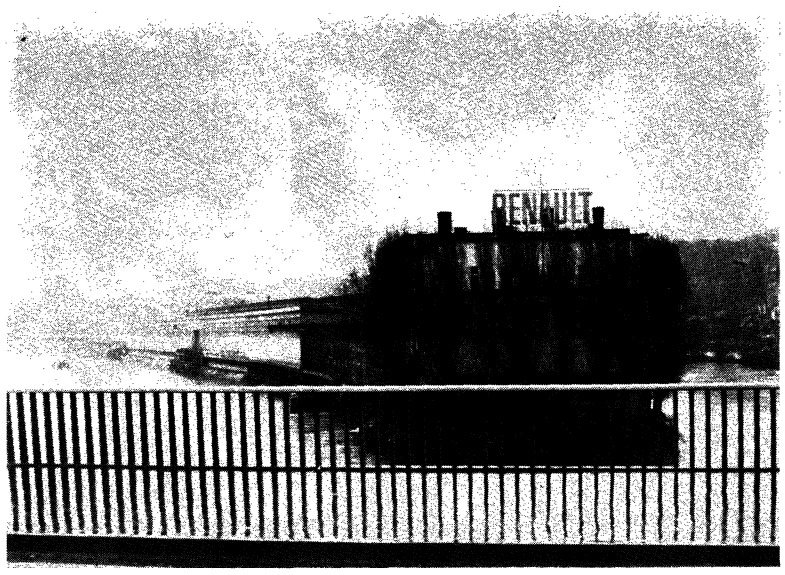
En fait de « faible récupération » la direction a décidé de nous faire travailler 48 heures par semaine jusqu'à la fin de l'année. Dès le début de cette semaine l'horaire est augmenté d'une demi-heure par jour.

Voilà de quelle façon sont présentés par « L'Humanité » les « résultats positifs » obtenus aux Compteurs.

Depuis la reprise du travail, il faut toute la pression des dirigeants syndicaux pour éviter que le personnel ne se remette pas en grève. Par deux fois, certains d'entre nous ont failli arrêter le travail. La direction ayant réuni ses cadres et collaborateurs, pour expliquer la situation désastreuse dans laquelle la Compagnie se trouvait, avait laissé sous-entendre que pour les cadres, le paiement des heures de grève serait adapté ! Cela a failli mettre le feu aux poudres. Dernièrement une note de la direction annonçait que le paiement des heures de grève pour les horaires se ferait sur la base du code 50 (rémunération la plus basse). Les délégués C.G.T. sont intervenus pour dire qu'il ne fallait surtout pas débrayer... qu'une entrevue avec la Direction allait avoir lieu...

De tous côtés, on essaye de nous faire comprendre que ce que nous avons obtenu n'est pas négligeable. Les miettes qui sont tombées du tapis vert sont loin de nos revendications. Rien de sérieux n'a été obtenu. Nous avons repris le travail mais nous ne nous laisserons pas démobiliser.

CHEZ RENAULT



(Photo A.F.P.)

• LES AVANTAGES ACQUIS

LE lundi 17 juin la C.G.T. appelait les travailleurs de la Régie Renault à reprendre le travail sur la base d'un « procès-verbal de fin de discussions ». Les dispositions de ce « P.-V. » n'engageant la direction qu'à condition que le travail reprenne le mardi 18 juin. Les avantages pour les travailleurs sont minces.

— Paiement des jours fériés Ascension et Pentecôte, maintien de la prime trimestrielle ;
— Avance de 50 % du salaire perdu pendant la grève en principe récupérable ;
— Augmentation de 10 % sur les salaires, 3 % déjà perçus en janvier, mars et mai, 4% au 1er juin, 3 % au 1er octobre ;
— Majoration de 0,18 de l'heure des plus basses catégories, de 0,09 des catégories moyennes ;
— Modification des primes trimestrielles, une partie n'étant plus soumise aux restrictions dues aux absences (surtout grèves) ;
— Réduction de la journée de travail à 46 h 1/2 par semaine à partir du 1er septembre (au lieu de 48 en général). Les mensuels faisant 45 h seront payés 46 h 1/2 ;
— Mensualisation de tous les horaires à partir de 55 ans d'âge ;
— Indemnité de départ en retraite anticipée :
  — 100 F par mois pour OS et manœuvre,
  — 110 F par mois pour P1 et mensuel jusqu'à 170,
  — 120 F par mois pour P2,
  — 130 F par mois pour P3 et mensuel de 171 à 208,
  — 150 F par mois pour mensuel de 209 à 264,
  — 175 F par mois pour mensuel de 265 à 339,
  — 200 F par mois pour mensuel à 340 ;
— Limitation des contrats provisoires ;
— Commission d'étude du reclassement des mensuels.

Pour les syndicats, les droits sont plus étendus : formation de commissions diverses.

Les syndicats sont reconnus par la Direction à condition d'être représentatifs à l'échelon national (c'est la barrière à toute formation nouvelle).

Les syndicats sont reconnus comme interlocuteurs pour les discussions avec la Direction (ce qui a pour but notamment au cours d'un conflit de refuser le dialogue avec un comité de grève qui ne serait pas l'émanation des syndicats bien que ceux-ci, tous réunis, ne représentent pas plus de 15 % du personnel. Le secrétaire et le secrétaire suppléant de chaque syndicat, qui doivent faire partie de l'entreprise se partagent :

100 h par mois à Billancourt,
50 h par mois au Mans et à Flins,
25 h par mois à Cléon et Sandouville,
10 h par mois à Choisy.

Les secrétaires syndicaux, les délégués du personnel, les délégués à la sécurité et au CE peuvent se déplacer librement, ils sont soumis aux contrôles intérieurs mais ne sont pas tenus à fournir de justification.

Les organisations syndicales peuvent diffuser des tracts et leur presse à l'intérieur de l'entreprise mais en dehors des ateliers et des heures de travail, c'est-à-dire, dans les vestiaires, les cantines, au moment de la pause ou avant et après l'horaire de travail. Il en est de même pour le paiement des cotisations syndicales.

Des locaux sont mis à la disposition de chaque syndicat dans chaque établissement. Les délégués du personnel titulaires et suppléants se partagent :

50 h par mois à Billancourt au Mans et à Flins,
30 h par mois dans les autres usines.

Les membres du CE titulaires et suppléants ont chacun 20 heures par mois.

En fait les syndicats obtiennent quelques facilités supplémentaires au détriment bien entendu des organisations qui pourraient essentiellement se constituer et qui ne sont pas considérées représentatives par la direction.

C'est cela et c'est bien peu que les travailleurs de la Régie Renault ont payé de plus d'un mois de grève.

• Comment les bureaucrates de la C.G.T. entendent la Démocratie Ouvrière

CHEZ Renault, après une reprise plutôt mal acceptée par l'ensemble des grévistes, en particulier par les jeunes et part les ouvriers les plus combattifs, l'ambiance était à la contestation.

Les syndicats nous avaient d'ailleurs bien dit et en cela ils ont vu juste, qu'après une lutte de cette ampleur, au cours de laquelle, au coude à coude nous avions mesuré notre force, plus rien, à l'usine ne serait comme avant.

Pendant les premiers jours qui ont suivi la reprise nous avons effectivement ressenti cela.

C'est ainsi que dans les bureaux, les mensuels ont décidé de ne plus se soumettre au pointage, refusant cette aliénation supplémentaire.

L'idée s'est vite propagée dans d'autres secteurs, notamment dans un service du 74, au 98-61.

Une pétition s'est mise à circuler parmi les contrôleurs et les essayeurs, soutenus par un délégué C.G.T. qui avertit les représentants de la Direction que les ouvriers ne pointeraient plus à partir du lendemain.

Plusieurs délégués du département ayant vu la pétition, n'ont pas semblé être en désaccord avec celle-ci.

Or, vers 17 h, juste à temps pour court-circuiter l'initiative de ces camarades, un tract officiel de la C.G.T. dénonçait la pétition, sous prétexte qu'elle ne portait pas le sigle syndical et qu'elle émanait de sources obscures, sans la « permission » du syndicat. Un couplet rituel sur les aventuristes terminait ce tract qui avait pour but de semer le trouble dans l'esprit des ouvriers.

Cette tactique a ainsi permis au chef du contrôle, qui reçut les 150 signatures représentant la quasi-totalité du service, d'accueillir le délégué en question par des menaces de sanction pour tous ceux qui le lendemain ne pointeraient pas, puisqu'ils n'étaient pas couverts par le syndicat.

Le but des bureaucrates syndicaux qui à la hâte, ont parachuté ce tract n'était-il pas de saborder des initiatives prises par ceux qui ont osé critiquer la direction de la « grande » C.G.T., pendant la grève, même quand ces initiatives correspondent comme ce fut le cas ici, aux aspirations réelles d'un grand nombre de travailleurs.

Les ouvriers non organisés n'ont-ils pas le droit eux aussi de contester l'autorité des chefs ou du patron sans la permission des bonzes syndicaux ?

Est-ce comme cela que les dirigeants cégétistes conçoivent la démocratie ouvrière ?

Les libertés syndicales n'ont-elles été conquises que pour le bénéfice de quelques bureaucrates qui s'emploient à limiter le rôle de délégué à celui de simple instrument de leurs volontés ?

Le lendemain, une réunion avait lieu au siège du syndicat, où deux secrétaires syndicaux firent un réquisitoire contre le délégué qui avait pris l'inittiatve de la pétition. Les mots d'anti-cégétisme furent prononcés, on reparla de la grève et des désaccords qui avaient surgi au sein de la C.G.T., puis on parla d'exclusion. Plusieurs délégués du D 74, présents à cette réunion prirent la défense de « l'accusé » à propos de la pétition, déclarant qu'ils étaient au courant de celle-ci et qu'ils n'étaient pas d'accord avec le tract distribué désamorçant l'action engagée, donnant également leur désaccord avec une éventuelle exclusion.

Cela n'empêcha pas les secrétaides C.G.T. d'affirmer que quiconque critiquait les dirigeants du syndicat n'avait plus sa place dans celui-ci, même si, pour cela, le syndicat devait perdre 30 ou 40 syndiqués, comme c'est le cas.

Qui sont les diviseurs ? Les soidisant gauchistes que les bureaucrates C.G.T. voient partout, ou ces bureaucrates eux-mêmes, qui n'hésitent pas à démolir le syndicat ou à se débarrasser des délégués combatifs sous prétexte qu'ils ne sont pas dans la ligne.

A LA CSF (ISSY-LES-MOULINEAUX) REPRISE DU TRAVAIL OU REPRISE DE LA LUTTE ?

LA semaine dernière nous écrivions que la Direction de la C.S.F.-Issy n'était pas rassurée et qu'elle avait raison de ne pas l'être....

LA LUTTE REPREND AU BOBINAGE

Le vendredi 29 une délégation des travailleuses du bobinage (R.S.M.) — le même atelier qui avait débrayé le 22 — monte chez M. Dosch, chef du personnel, pour ne recevoir que quelques assurances concernant des promotions et des augmentations.

Le lundi 1er juillet, jugeant cet « effort » trop minime, les ouvrières discutent durant la matinée : le problème des temps se pose de façon cruciale à R.S.M. La Direction impose des cadences impossibles, avec une discipline que les ouvrières ne sont plus décidées à accepter. Aussi réclament-elles d'une façon générale, la suppression du travail au temps, et plus particulièrement, l'incorporation du boni dans leur salaire.

Après discussion, elles demandent une audience à M. Chatenay, autre ponte de R.S.M. ; mais celui-ci joue les malins et refuse de les recevoir. Immédiatement c'est le débrayage, qui se poursuivra jusqu'à l'heure de la cantine.

FACE AUX MANŒUVRES DE LA DIRECTION

Dès la reprise, nouvelle délégation prévue comprenant des délégués et des membres des deux comités de base du bobinage (*). Cette fois la Direction « accepte » d'entendre et promet une réponse pour le mardi midi. Il a été proposé à M. Boudigues, le directeur, d'incorporer le boni, pour le mois de juillet, à titre d'essai...

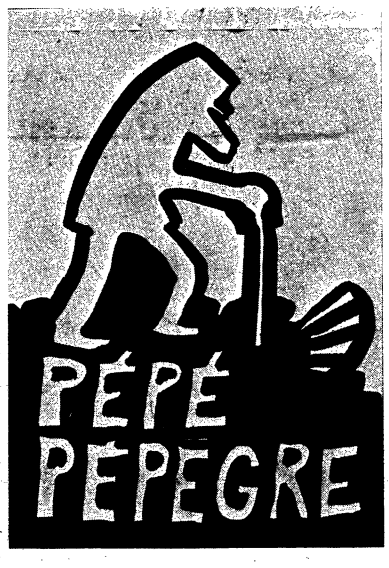
Mardi midi, la réponse de la Direction est non.

A 14 h les travailleuses répondent aussi : elles débrayent ; mais, cette fois, l'agitation gagne les autres ateliers de R.S.M. qui sont maintenant prêts à débrayer avec les bobineuses.

La Direction va alors tenter une manœuvre, qui d'ailleurs prendra sur les délégués. Elle propose que certains d'entre eux participent à des chronométrages pour juger des temps.

Mercredi matin les chronométrages ont lieu, les ouvrières ayant choisi les pièces et les personnes chronométrées. Les résultats sont concluants : là où une ouvrière doit, selon la Direction mettre 14 minutes, il s'avère qu'il faut 26 minutes(!) Immédiatement la Direction réagit, en expliquant qu'il y a un « vice » quelque part, etc. et que de toutes façons, c'est à elle de déterminer les temps. Les délégués, qui se sont prêtés au petit jeu, avec le secret espoir que la Direction va faire un petit effort et ainsi remettre de l'ordre, en sont pour leurs frais... Il n'empêche que cela démontre à l'évidence le bien-fondé de la lutte des travailleuses.

Ces petites combines durèrent jusqu'au vendredi, où la direction remit en cause les chronométrages en choisissant cette fois elle-même, des bobineuses qui marchaient dans les temps.



LA LUTTE REPREND DE PLUS BELLE

Un tel camouflet n'allait pas plaire aux ouvrières, et la Direction se retrouve avec un nouveau débrayage sur les bras. La détermination est d'autant plus grande, que la Direction insiste lourdement et annonce à 11 heures la fin d'une fabrication (les resolvers) ainsi que la dispersion de l'atelier de bobinage, faisant ainsi un véritable chantage.

En fin de matinée encore, débrayent eux aussi les travailleurs de la mécanique R.S.M. ; là, c'est un incident qui est à l'origine du mouvement : un « chefaillon » s'est permis d'insulter un délégué du personnel, ainsi qu'un délégué du comité de base. Et, bien que le chef d'équipe se soit excusé, par solidarité avec le bobinage, les ouvriers continuèrent leur grève.

Toute la journée, pour éviter que cela n'aille plus loin, les délégués vont faire des allées et venues continuelles, gravissant tous les échelons de la hiérarchie pour discuter et essayer de faire lâcher quelque chose. La dernière entrevue a lieu avec M. Dubois, le chef de service de R.S.M., et n'aboutit à rien.

Résultat : dans l'après-midi toute l'usine débraye et se retrouve dans le plus grand atelier, au câblage, sauf pourtant un secteur comprenant une centaine de travailleurs, l'Usinage Général, où les syndicats sont pourtant implantés. (C'est peut-être la raison.)

TOUT LE MONDE SE RETROUVE

Il y a environ un millier de travailleurs réunis vers 15 heures. Berthelot, délégué C.G.T., prend alors la parole pour raconter tout ce qui s'est passé à R.S.M., dans la semaine ; il explique que le mouvement déclenché est un signe de solidarité avec R.S.M. et annonce, qu'avec le Comité de base, ils sont retournés en délégation, mais cette fois à la Direction.

Peu de temps après, la délégation reviendra bredouille, s'étant fait virer sans trop d'égards.

Commence alors, vers 15 h 45 un petit manège significatif : les cadres descendent en masse au câblage, rabattant tous les non-grévistes. Il est clair que la Direction craint maintenant qu'il y ait un vote pour décider de la grève et de l'occupation des locaux.

Pendant une heure les discussions vont aller bon train dans l'atelier, mais aucun vote n'aura lieu, aucune décision ne sera prise.

A 16 h 30 un délégué C.F.D.T. refait un historique du mouvement, puis Berthelot lui succède pour raconter que la Direction les a mis dehors, et surtout réinsiste sur le caractère du débrayage. Il termine par un appel à continuer la grève jusqu'à l'heure de la sortie. C'était le moins qu'on pouvait attendre.

En fait rien ne fut proposé pour le lundi, si bien que les bobineuses de R.S.M. risquent fort de se retrouver seules encore une fois, à moins... ; à moins que les travailleurs prennent les décisions que « leurs » dirigeants ne veulent pas prendre, et continuent à exprimer leur solidarité en suivant les travailleuses dans l'action. Rien n'est joué.

(*) Les comités de base ont été mis en place pendant et après la grève ; ils sont constitués par secteur, de travailleurs élus directement par leurs camarades. Ils comptent plusieurs dizaines de membres représentant tous les secteurs de l'usine (cf L.O. n° 2).

Menaces Soviétiques contre la Tchécoslovaquie

DANS les méandreuses relations entre la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S., les dirigeants soviétiques et leurs porte-parole semblent pratiquer la politique de la douche écossaise passant de la chaleureuse protestation d'amitié aux froides menaces.

Durant le récent voyage de Dubcek à Budapest il fut beaucoup question d'amitié inébranlable et de la justesse, de la légitimité de la voie tchécoslovaque. Un dirigeants hongrois n'a même pas hésité à identifier l'évolution actuelle de Prague à ce fameux passage du règne de la nécessité au règne de la liberté dont parla naguère Engels.

Dubcek était cependant à peine renré à Prague que les dirigeants soviétiques et hongrois déclanchaient conjointement une attaque particulièrement virulente, quoique indirecte, contre l'évolution du régime tchécoslovaque. Tant Brejnev que Kadar ont déclaré en substance qu'ils ne pouvaient demeurer indifférents devant les tendances « nationalistes » et révisionnistes qui peuvent apparaître dans un pays frère. Et pour ponctuer de menaces cette déclaration de principe, l'un comme l'autre ont agité le spectre d'une intervention soviétique en rappelant fort à propos « la riposte vigoureusement donnée à la réaction en 1956 » à Budapest.

Ce n'est pas la première fois que les dirigeants soviétiques mettent en garde le régime tchèque contre une évolution qui les inquiète à deux titres. En premier lieu Moscou ne peut pas admettre de gaité de cœur le désir ouvertement proclamé par Prague d'accéder à une plus grande indépendance nationale. En second lieu, depuis l'accession au pouvoir de Dubcek, le régime a lâché quelque peu la bride sur le cou des milieux intellectuels. Certes cette « libéralisation » qui fait tant l'admiration d'une certaine gauche à l'Occident, est limitée tant par les couches qu'elle concerne que par son contenu politique. La liberté que l'on accorde est celle d'être nationaliste et même chauvin-anti-russe, c'est celle de se réclamer de la Tchécoslovaquie de Mazaryk et de Bénès. Si les dirigeants tchécoslovaques témoignent une certaine mansuétude à l'égard de l'effervescence en milieu intellectuel, c'est que cette effervescence ne va pas à l'encontre des objectifs politiques qu'ils affichent eux-mêmes.

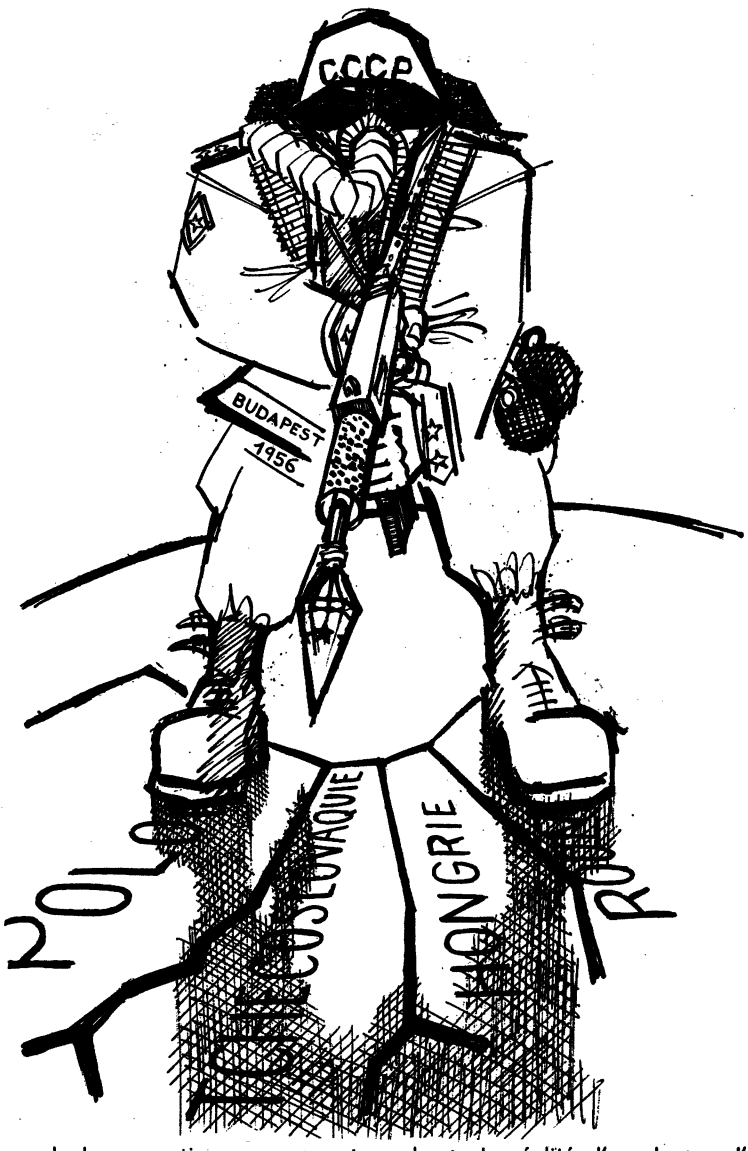
Les dirigeants agissent en effet en tant que dépositaires de l'intérêt national tchèque. Comme tels ils sont l'instrument de ce processus historique qui, à travers des voies différentes d'un pays à l'autre, amène les démocraties populaires à affirmer leur indépendance face à Moscou.

Cependant, l'agitation des intellectuels ne se produit pas par un vide politique et social où les seuls protagonismes seraient la bureaucratie soviétique, les dirigeants tchèques, et les intellectuels eux-mêmes. Le Kremlin a suffisamment d'expérience politique pour être convaincu que les idées soulevées parmi les intellectuels — outre le fait qu'elles lui soient en elles-mêmes nuisibles — peuvent trouver un écho parmi les masses, et ces masses une fois mobilisées autour des mots d'ordre de démocratisation et d'indépendance nationale peuvent donner à ces idées un autre contenu récelant un danger mortel pour l'ensemble du régime. Pour avoir mené la répression contre le prolétariat hongrois, les dirigeants soviétiques savent de quoi ils parlent.

Certes Dubcek espère canaliser l'effervescence à son profit. Sur la base d'une politique nationaliste il espère obtenir une plus solide assise sociale, et par là même une plus grande indépendance à l'égard de l'U.R.S.S. sans être débordé par les masses. Jusqu'ici, il a l'air d'y être arrivé, mais les dirigeants russes ont toutes les raisons d'estimer que c'est là un jeu dangereux.

Aussi l'intervention de la bureaucratie soviétique a deux objectifs. D'une part, elle vise à freiner les tendances centrifuges de l'ensemble de l'Etat et à maintenir la Tchécoslovaquie dans l'orbite soviétique. D'autre part, gendarme de l'ordre dans cette région du monde, la bureaucratie russe tient à affirmer qu'elle ne peut tolérer aucune intervention populaire et qu'elle est prête à jouer le cas échéant le rôle qu'elle a joué à Budapest.

Eu égard au premier objectif et dans la mesure où l'intransigeance soviétique vise le régime tchèque lui-même et la politique qu'il a choisie, cette intransigeance et même la menace d'un bain de sang ne peuvent avoir qu'une portée limitée. Il est pour ainsi dire entièrement exclu



que la bureaucratie russe puisse intervenir militairement en Tchécoslovaquie en l'absence d'une révolte populaire, uniquement dans le but de contraindre les dirigeants tchèques à rester dans l'orbite russe, et ceux-ci le savent.

La bureaucratie n'a en réalité aucun moyen de contraindre le régime à faire marche arrière et à abandonner ses prétentions à une plus grande indépendance nationale.

Il est même possible que l'intransigeance soviétique soit une menace visant à consolider l'équilibre politique que représente Dubcek. La bureaucratie russe a pu faire le choix d'accorder le degré d'indépendance que réclame le nouveau secrétaire général, afin de sauvegarder l'essentiel, à savoir une Tchécoslovaquie liée au camp soviétique.

La politique de Dubcek représente un compromis entre les intérêts de la bureaucratie soviétique et ceux de l'Etat national tchèque, compromis qui repose sur un certain équilibre entre les forces nationales tchèques et la bureaucratie soviétique. L'équilibre est différent de celui qui existait sous Novotny et certainement plus favorable à l'Etat national; l'accession au pouvoir de Dubcek, en dépit même des désirs des Russes, était déjà un échec pour ces derniers. Néanmoins, Moscou a sans doute déjà pris son parti de ce nouvel état de choses, en pensant non sans raison que le processus dans lequel s'est engagée la Tchécoslovaquie n'est pas achevé et qu'il vaut mieux l'équilibre actuel aussi fragile qu'il soit plutôt qu'un autre, plus en faveur des forces anti-russes et surtout une rupture brusque de l'équilibre par l'irruption violente des masses.

Dans cette mesure, la menace d'une intervention militaire s'adresserait au-delà des personnes dirigeantes, aux couches en effervescence, d'une part, et surtout à l'ensemble des masses populaires tentées d'intervenir dans le processus commencé par les intellectuels.

Il s'agit de persuader ceux qui — comme certain signataires de l'appel des 2.000 mots — envisagent de s'appuyer sur des forces populaires pour mener à bout l'évolution commencée, qu'une telle politique ne pourrait aboutir qu'à un nouveau Budapest. La force de Dubcek, l'homme de la voie nationale modérée, réside dans une certaine mesure dans la conviction du peuple de la réalité d'un danger d'intervention russe.

L'équilibre sur lequel se repose Dubcek n'est pas sans analogies avec celui de Gomulka en 1956 : aux yeux des masses, il apparaît comme l'homme capable d'obtenir un certain degré d'indépendance sans effusion de sang, aux yeux des Russes comme l'homme susceptible de canaliser l'effervescence nationaliste tout en sauvegardant la Tchécoslovaquie dans le camp soviétique.

La menace d'une intervention soviétique sanglante comme celle d'un éclatement populaire sont les deux pilliers d'un équilibre qui ne s'est pas établi, ni ne se maintient sans mal.

Il est impossible de dire si les discours violents des dirigeants russes, si leur attitude intransigeante renforcera finalement Dubcek en réalisant derrière lui une certaine unanimité nationale où si la manœuvre soviétique, au cas où manœuvre il y a, se retournera finalement contre ses auteurs en renforçant les courants anti-russes.

Une chose est certaine. Si le spectre de Budapest peut-être un obstacle considérable au désir de mobilisation des masses, si les menaces soviétiques peuvent contribuer par là-même à ce que la « voie tchécoslovaque » reste modérée, il n'est pas dans le pouvoir de la bureaucratie de s'opposer efficacement au processus d'éloignement de la Tchécoslovaquie. Que le pouvoir de Dubcek sorte raffermi des attaques dont est l'objet le nationalisme de son équipe, ou qu'au contraire il se trouve affaibli au profit de tendances plus nettement anti-russes, l'emprise de la bureaucratie sur l'Etat tchèque ne se retrouvera renforcée ni dans le premier cas, ni dans le dernier.

Les frontières on s'en fout !

DEPUIS le 1er juillet, l'Europe serait en marche. A grand renfort de publicité et de proclamation officielles, le prétendu Marché commun a vu le jour. Les restrictions, les protections, les limitations, prévues et partiellement appliquées à la demande de la France hier, de l'Italie, aujourd'hui viennent évidemment démentir cette image d'une Europe Unie où les hommes et les marchandises circuleraient librement. Ce n'est une surprise pour personne. Car si l'économie capitaliste a besoin d'un marché de taille européenne, elle a aussi besoin de l'Etat national pour la protéger contre ses concurrents.

Et ce n'est pas l'un des moindres paradoxes de notre époque que de voir, tout à la fois, la mise en chantier de la construction de l'Europe, et le regain des sentiments nationalistes et xénophobes.

Tandis que les chefs d'Etat se serrent les mains et parlent d'amitié entre les peuples, la police expulsent les « étrangers » le plus souvent pour la seule raison qu'ils sont étrangers. Les événements de mai en France, s'ils ont soulevé l'espérance, ont aussi par contre-coup déchaîné dans tout ce que le pays compte de réactionnaires à droite comme à gauche, les sentiments les plus violemment chauvins et imbéciles. Et la répression gouvernementale a réservé un traitement de choix aux étrangers pris dans les manifestations et souvent simples passants ou spectateurs. Il fallait accréditer cette idée que de tels désordres ne pouvaient pas avoir leur racines sur le sol national si tranquillement sain. Les fauteurs de troubles, les semeurs d'anarchie, c'étaient des étrangers, des ennemis de la France, des gens collaborant avec des puissances étrangères dont le but était de nuire à notre beau pays. C'est une C... monumentale. C'est une affabulation infantile et ordurière. Mais ça marche, du moins pour certains. Et l'on a pu voir par la suite, la « France mère des Arts » reconduire aux frontières les artistes étrangers, intellectuels, médecins, etc., qui vivaient dans ce « Paris de la culture » tant envié à l'étranger. Il est vrai qu'en fait de culture le gouvernement a donné toute sa mesure : l'université appartient désormais aux godillots !

Et l'on ose parler d'Europe, de suppression des barrières douanières ! Allons ! ce ne sont pas les régimes capitalistes pourrissant sur leur fumier national qui pourront construire l'Europe de demain. Ce sont les milliers de jeunes qui criaient le mois dernier : « Nous sommes tous des Juifs allemands ! » et « Les frontières, on s'en fout ». L'Europe sera socialiste ou elle ne sera pas.

« Lutte Ouvrière »
est en vente dans les kiosques et librairies.

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissance.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P.

LUTTE OUVRIÈRE
Directeur Publication
Michel Rodinson
Abonnements :
6 mois .... 15 F
1 an ..... 25 F
Abonnements de soutien :
6 mois .... 30 F
1 an ..... 50 F
Correspondance :
M. RODINSON
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
PARIS-6e
Distribuée par les N.M.P.P.
Imprimerie MORIAME - Paris